

CAZON
AJ
-78F14
FRE

Government
Publications

DEPOSITORY LEGISLATION MATERIAL

Réforme sur le droit de la famille

Vos nouveaux droits



Ministère du
Procureur
Général

CAZON
AJ
- 78 F 14
FRE



Ministère du
Procureur
Général

Table des Matières

Avant-propos

Le droit de la famille

Réforme sur le droit de la famille

Chapitre de la famille

Le droit de la famille

Le droit de la famille

Le droit de la famille

Le droit de la famille

Le droit de la famille

Le droit de la famille

Le droit de la famille

Le droit de la famille

Le droit de la famille

Le droit de la famille

Le droit de la famille


Le droit de la famille

Le droit de la famille

Le droit de la famille

Le droit de la famille

Le droit de la famille



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114694359>

Table des Matières

| | Page |
|---|------|
| Avant-propos | 6 |
| Loi portant réforme sur le droit de la famille | 9 |
| PROPRIÉTÉ | 9 |
| Appartenance de la propriété durant la cohabitation | 9 |
| Rupture du mariage | 9 |
| La nouvelle loi | 10 |
| Biens familiaux | 11 |
| Arbitrage judiciaire aux fins d'équité | 11 |
| Cessions de propriété | 12 |
| Biens d'une entreprise | 13 |
| Diverses décisions du tribunal | 13 |
| Application de la nouvelle loi | 13 |
| Liberté de choisir | 14 |
| OBLIGATIONS DE SOUTIEN | 15 |
| L'ancienne loi | 15 |
| Soutien pour les époux en vertu de la nouvelle loi | 15 |
| Qui est un époux? | 16 |
| Les époux de common law | 16 |
| Les obligations: soutien autonome et soutien mutuel | 16 |
| Soutien pour les enfants | 18 |
| Soutien pour les parents | 18 |
| Comment faire une demande pour soutien | 19 |
| Une fois que la demande arrive au tribunal | 20 |
| Jugements par provision au tribunal de la famille | 22 |

| | |
|---|-----------|
| Cessation et modification des jugements | 22 |
| Exécution des jugements de soutien dans le tribunal de la famille . | 23 |
| Recours mis à la disposition dans tous les tribunaux | 24 |
| Nantissement du crédit | 24 |
| LA MAISON MATRIMONIALE | 26 |
| Douaire | 26 |
| Protection spéciale pour la maison matrimoniale | 27 |
| Définition d'une maison matrimoniale | 27 |
| Liberté de désigner une seule maison matrimoniale | 27 |
| Injonctions pour la possession de la maison | 28 |
| CONTRATS DOMESTIQUES | 29 |
| Définition d'un contrat domestique | 29 |
| Reconnaissance des contrats de mariage et d'actes de séparation en existence | 30 |
| LES RÉMINISCENCES DU COMMON LAW | 31 |
| Le recours pour atteinte aux membres de la famille | 31 |
| La nouvelle action juridique | 32 |
| Statut des femmes mariées | 33 |
| Domicile d'une femme mariée | 33 |
| Douaire | 34 |
| Pension alimentaire | 34 |

La loi sur le mariage 36

La portant réforme sur le
droit à la succession 37

Testaments olographes 37

Succession ab intestat..... 37

Enfants 38

Soutien pour les personnes à charge 38

Loi portant réforme sur le
droit des enfants 40

L'ancienne loi 40

Réforme 40

Établissement de la parenté 41

Déclarations de parenté..... 42

Examens de sang..... 42

Annexe

La loi portant réforme sur le droit de la famille, 1978 44

Avant-propos

La nouvelle législation sur le droit de la famille du gouvernement de l'Ontario est maintenant en vigueur après une décennie d'études, de consultations auprès du public et de débats pendant la législature.

Cette législation est importante pour tout le monde dans la province car elle remplace les concepts légaux désuets par des règlements régissant les relations familiales nettement améliorés.

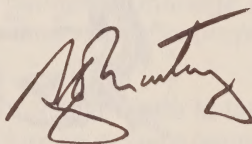
Elle reconnaît le mariage comme une association de partenaires égaux avec une attention particulière sur la contribution mutuelle des époux au bien-être de la famille, y compris celle de la ménagère à temps plein qui fut sous-estimée auparavant. Elle assure un abri pour la famille en donnant une protection spéciale à la maison matrimoniale et garantissant aux époux une division équitable de leurs propriétés et possessions dans le cas de la rupture de leur mariage.

La nouvelle législation élimine aussi les inégalités qui existaient sous les anciennes lois de l'Ontario concernant le soutien. Elle oblige chaque conjoint de pourvoir à sa propre subsistance ainsi qu'à celle de l'autre conjoint selon leurs besoins et moyens respectifs. Elle rend les deux époux responsables pour la subsistance de leurs enfants.

La législation accroît les droits et obligations des couples qui vivent en union libre (common law) et améliore le statut des enfants en abolissant le concept légal d'illégitimité. Elle donne à tous les enfants des droits égaux aux yeux de la loi, indépendamment du fait qu'ils soient nés au sein ou en dehors du mariage.

Ces nouvelles lois familiales sont conçues pour encourager et consolider le rôle de la famille dans la société. Cependant, puisqu'aucun ensemble de règlements ne peut être acceptable pour tout le monde, la législation prévoit aussi la création de contrats domestiques par des personnes désirant faire leurs propres accords.

Vos nouveaux droits et nouvelles responsabilités sont expliquées en détail dans ce livret. J'espère qu'il vous aidera à les comprendre.



R. Roy McMurtry
Procureur général pour l'Ontario



Loi portant réforme sur le droit de la famille

PROPRIÉTÉ

Appartenance de la propriété durant la cohabitation

Le régime relative à la propriété qui gouverne les droits à la propriété familiale en Ontario lorsque les époux vivent ensemble est un régime de séparation de biens.

En vertu de ce régime, chaque époux continue de posséder séparément la propriété qui lui appartenait avant le mariage. Généralement, les biens mobiliers et fonciers achetés pendant le mariage appartiennent à la personne qui les a payés. Les biens, acquis pendant le mariage, à savoir les rémunérations, les cadeaux ou le patrimoine restent la propriété du conjoint qui les a reçus.

En vertu de la nouvelle Loi portant réforme sur le droit de la famille, le régime de la séparation de biens continue d'être en vigueur pendant que les époux vivent ensemble. Mais dans le cas de rupture du mariage, chaque époux a le droit de diviser les biens familiaux selon les règles expliquées ci-dessous.

Rupture du mariage: loi précédente

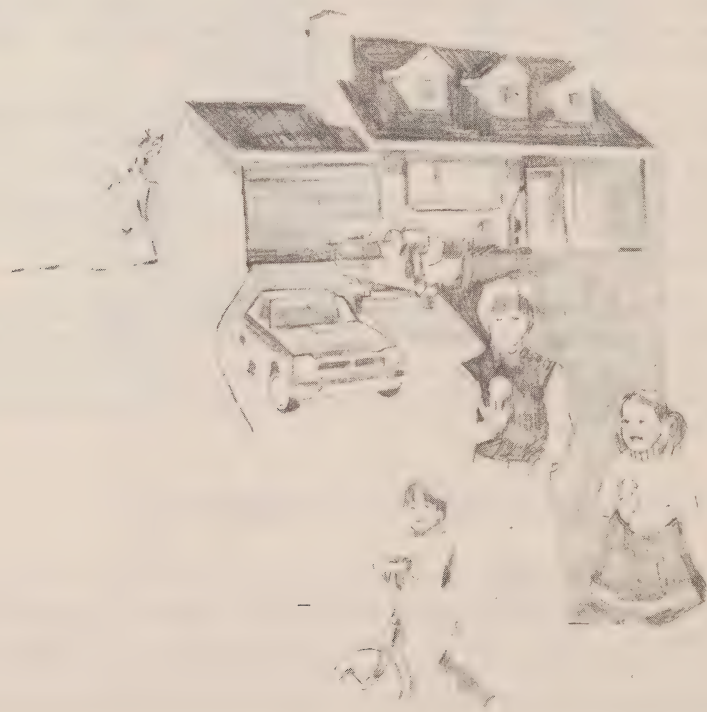
Selon la méthode choisie par un couple pour la division des travaux ménagers et des tâches du soutien de famille, le régime de séparation de biens finissait souvent par de dures épreuves quand un mariage se terminait en divorce ou lorsque les conjoints se séparaient. Dans le mariage traditionnel où le mari était le soutien de famille et la femme gérant

le foyer et s'occupait des enfants, le mari gardait ses rémunérations et toute propriété qu'il avait accumulée si le mariage cessait. La femme n'avait presque toujours rien car elle n'avait ni salaire ni économies lui appartenant. Si une femme avait des rémunérations qui furent dépensées pour les vacances familiales ou pour des biens de consommation, la loi manquait aussi de reconnaître cette contribution à la famille et elle était encore laissée seule sans une part de la propriété familiale.

La nouvelle loi: le régime de la propriété des biens familiaux

Après plusieurs années d'études et de consultations auprès du public, le gouvernement a choisi le régime de la propriété des biens familiaux comme la méthode qui convient généralement le mieux pour régir les relations relatives à la propriété entre le mari et la femme en Ontario.

En vertu de la nouvelle loi, une contribution de la femme en tant que ménagère et mère ne sera plus prise comme chose établie et sous-estimée lors de la rupture du mariage. La nouvelle loi reconnaît que les facultés de gestion d'une ménagère donnent au mari plus de liberté pour agir efficacement dans son rôle professionnel en dehors du foyer, et reconnaît la contribution mutuelle des époux au bien-être de la famille.



Dans le cas de rupture du mariage, la loi suppose que les deux époux ont un droit égal à partager toute propriété qui est un bien familial, quel que soit l'époux qui le possède.

Biens familiaux: Quels sont-ils?

Les biens familiaux sont les biens appartenant à l'un ou aux deux époux qui sont ordinairement utilisés par les époux ou les enfants en tant qu'abri, moyen de transport ou à des fins ménagères, éducatives, récréatives, sociales ou esthétiques. Normalement, ceci comprendra la maison matrimoniale, le chalet, la voiture et d'autres articles ménagers.

Inclus dans cette définition est l'argent déposé dans une institution d'épargne où le compte est normalement utilisé pour des buts familiaux.

Aussi incluse est la valeur d'un avantage dérivé de biens qui, quoiqu'ils appartiennent à une corporation ou à un organisme de fiducie, seraient des biens familiaux s'ils appartenait à un époux.

Par exemple, la "voiture de la compagnie" fournie par une entreprise dans laquelle un époux possède des actions, est un bien familial si elle est normalement utilisée aussi bien pour le transport de la famille que pour les affaires. Dans le cas de rupture du mariage, la valeur de l'avantage de la voiture serait déterminée et les actions dans la compagnie appartenant à l'époux d'un montant équivalent à cette valeur seront incluses dans la division de la totalité des biens familiaux.

Une maison ou toute autre propriété enregistrée au nom de l'entreprise de l'un des conjoints est aussi un bien familial si elle est utilisée par les deux conjoints ou leurs enfants.

Arbitrage judiciaire aux fins d'équité

Un régime de propriété conjugale basée sur un partage incontestable moitié l'un moitié l'autre des biens peut quelquefois se traduire par une division injuste des biens. Bien que le régime des biens familiaux commence à la base par une règle de partage égal, il permet à un juge de s'écarter de cette règle s'il apparaît juste de le faire.

Des directives législatives explicites sont données au tribunal pour l'aider à déterminer la division de la propriété sur une base d'équité.

Par exemple, si une maison matrimoniale appartenait à quelqu'un avant la date du mariage et que le mariage a survécu seulement qu'une courte période de temps, le tribunal, prenant en considération la date d'acquisition de la maison et la durée du mariage, répartira en conséquence la division des biens familiaux.

D'autres considérations sont de savoir si le bien a été acquis par donation

ou héritage et de connaître toutes autres circonstances relatives à l'acquisition, la cession ou l'utilisation de la propriété.

Si un conjoint a consciemment appauvri ou prodigué les biens familiaux, ou si une division, moitié l'un moitié l'autre, des biens familiaux ne semble juste à elle seule à la lumière des circonstances, y compris les contributions au foyer par un conjoint, le tribunal est instruit d'ordonner le partage de la propriété qui n'est pas un bien familial. Les parts de ce partage de biens non familiaux peuvent varier d'un cas à l'autre.

Par exemple, le tribunal peut exiger le partage des actions et des obligations appartenant à un conjoint dans le cas où les placements ont été faits juste avant la rupture du mariage à l'aide du produit de la vente du chalet ou de tout autre bien familial.

Cessions de propriété

Jusqu'à 1975, la loi présumait qu'un mari qui mettait la propriété au nom de sa femme avait l'intention de lui faire un cadeau. Cependant, lorsqu'une femme cédait une propriété à son mari, on présumait que le mari la tenait seulement par fidéicommiss pour elle.

La législation fut modifiée en 1975. La loi présumait alors, à preuve du contraire, que lorsque l'un ou l'autre des époux mettait la propriété au nom de l'autre, il ou elle avait l'intention de tenir la propriété par



fidéicommis. La loi portant réforme sur le droit de la famille, 1978 garde la présomption de fidéicommis.

Biens d'une entreprise

Le régime des biens familiaux ne soumet pas automatiquement la propriété commerciale au partage. Il laisse chaque époux libre de monter une entreprise sans avoir à obtenir l'acquiescement de l'autre époux dans les transactions individuelles. L'initiative individuelle exercée pour monter à une bonne fin une affaire est reconnue.

D'un autre côté, le tribunal, après avoir considéré les directives prévues par la loi, a l'autorité d'exiger qu'un époux reçoive une part de la propriété qui n'est pas un bien familial, y compris les biens d'une entreprise. Ceci peut être accompli, si, après avoir examiné les circonstances relatives à l'acquisition, la conservation, l'entretien, l'amélioration et l'utilisation des biens, le juge pense qu'il est juste d'agir ainsi.

En outre, un époux qui a, en fait, participé ou travaillé dans une entreprise appartenant à l'autre conjoint a le droit de réclamer son intérêt dans l'affaire ou une compensation pour sa contribution à tout moment, soit que les époux vivent ensemble soit après la rupture du mariage, y compris après le divorce. La même règle s'applique aux contributions dans le travail ou à l'argent pour d'autres biens, tels que des actions ou des articles de collectionneurs qui ne sont pas des biens familiaux.

Diverses décisions du tribunal

Le tribunal a l'autorité de déclarer qui est propriétaire ou a le droit de possession; d'exiger que ce titre à une propriété déterminée au nom d'un époux soit transféré ou placé en fiducie ou confié à l'autre époux, d'une manière absolue, à vie ou pendant une période d'années; d'ordonner à l'un des époux de payer une compensation pour l'intérêt de l'autre époux dans le cas où une propriété a été dessaisie ou en vue de répartir la division; d'ordonner morcellement ou la vente de la propriété et que le paiement soit effectué à partir du produit de la vente à l'un des époux ou aux deux dans des rapports ou montants déterminés; d'ordonner que la propriété faisant partie de la part de l'un des époux ou des deux soit transférée ou mise en fiducie ou confiée à un enfant à qui un époux doit une obligation de pourvoir à sa subsistance; ou ordonner que l'un des époux ou les deux donnent une garantie pour l'exécution d'une obligation imposée par une injonction du tribunal y compris des charges sur la propriété.

Application de la nouvelle loi

Les dispositions relatives à la propriété s'appliquent aux personnes qui

sont maintenant mariées, même si elles étaient mariées dans une autre province ou un autre pays et même si un couple a débuté ou achevé une action civile avant le 31 mars 1978, en vue de réclamer l'appartenance d'une propriété.

Les règlements pour diviser des biens familiaux ne s'applique pas aux couples qui sont déjà divorcés ou qui vivent ensemble mais qui ne sont pas mariés l'un à l'autre.

Liberté de choisir

Tout régime pour partager la propriété doit être conçu en considérant un couple moyen. Les couples qui ne veulent pas le régime des biens familiaux régir leurs relations peuvent, par consentement mutuel, se mettre d'accord sur d'autres régimes d'appartenance et de gestion de propriétés en établissant un contrat de mariage ou, s'ils sont séparés, un acte de séparation (voir contrats domestiques, pages 29 et 30.)

OBLIGATIONS DE SOUTIEN

L'ancienne loi

Seulement les femmes pouvaient réclamer le soutien en vertu de la loi provinciale et seulement une femme pouvait obliger un conjoint de payer ses dettes contractées pour les nécessités de la vie. Les hommes n'avaient pas ces droits. Une femme qui travaillait ou était capable de contribuer à la subsistance de son enfant ne pouvait pas généralement être obligée d'agir ainsi d'après la loi provinciale. Seulement les pères étaient obligés de contribuer à la subsistance d'un enfant. Ces lois sont clairement discriminatoires contre les hommes.

L'ancienne loi de l'Ontario sur le soutien pendant le mariage manquait de souplesse concernant l'inconduite conjugale. Si un mari commettait un seul acte d'adultère, sa femme avait droit au soutien à vie et un juge n'avait aucun pouvoir discrétionnaire de refuser le soutien. Si une femme commettait un seul acte d'adultère, même si elle avait été chassée du foyer par la cruauté de son mari, elle n'avait plus le droit au soutien et un juge n'avait aucun pouvoir discrétionnaire pour octroyer un soutien.

Soutien pour les époux en vertu de la nouvelle loi

Selon notre constitution chaque province a le contrôle sur les droits de soutien entre les époux. Mais le gouvernement fédéral a la juridiction



exclusive sur le droit d'obtenir un divorce et sur les injonctions de soutien faisant partie du jugement de divorce. Cela signifie que la nouvelle loi de l'Ontario ne s'appliquera pas aux personnes qui soulèvent la question de soutien en tant qu'élément de leur instance de divorce. Leurs droits seront déterminés en vertu de la Loi fédérale sur le divorce.

Qui est un époux?

Naturellement, un époux est une personne qui est mariée, mais la nouvelle loi de l'Ontario inclut aussi comme époux les personnes dont le mariage peut être annulé. Un mariage peut être annulé, par exemple, si l'une des parties était déjà mariée à quelqu'un d'autre ou si un époux n'est pas en mesure de consommer le mariage.

La nouvelle loi couvre aussi les personnes dont le mariage est polygame, s'ils étaient mariés dans un pays qui reconnaît la validité de leur mariage. Par exemple, si un homme et ses deux femmes arrivent en Ontario en venant d'un pays où les mariages polygames sont permis, toutes les trois personnes auront des droits en vertu de la nouvelle loi, y compris le droit de réclamer le soutien des unes des autres.

Les époux de common law

Les personnes qui vivent ensemble en tant que mari et femme sont fréquemment connues comme époux d'union libre (de common law) bien qu'aucun terme de ce genre soit utilisé dans la nouvelle loi ou dans les lois en général. Si elles ont vécu ensemble continuellement pendant cinq ans ou si elles ont vécu en ayant une relation avec certaine continuité et si elles ont eu un enfant de leur union, un homme et une femme, qui ont cohabité pendant l'année précédant la demande de soutien, seront considérés comme époux. Il en est ainsi même si elles ne se sont pas mariées et même si l'un ou les deux est déjà marié à quelqu'un d'autre.

Les époux d'union libre n'ont aucun droit ou aucune obligation en vertu de cette loi en ce qui concerne le partage de la propriété ou la possession de la maison familiale.

Les obligations: soutien autonome et soutien mutuel

La nouvelle loi déclare que chaque époux a une obligation de soutien envers lui-même, sous réserve qu'il ou qu'elle soit capable de le faire. Ceci ne veut pas dire que chaque personne mariée qui ne gagne pas son propre salaire doit aller chercher un travail. Les époux restent libres d'établir des arrangements officieux sur la façon qu'ils partageront les

responsabilités de s'occuper de leur famille pendant le mariage.

S'ils le désirent, ils peuvent faire un contrat de mariage officiel soit avant ou pendant leur mariage ou une entente de cohabitation, s'ils vivent ensemble (voir contrats domestiques, page 29 .)

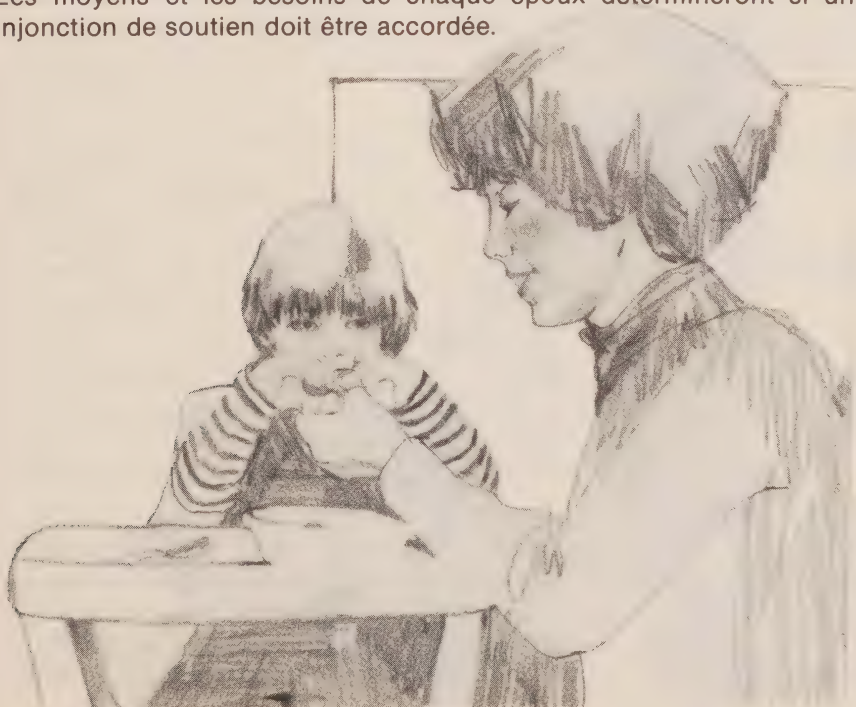
L'obligation de subvenir à ses propres besoins signifie simplement que si les époux se séparent, on s'attend à ce que chaque époux s'occupe de pourvoir à sa subsistance aussitôt qu'il est possible de le faire.

La nouvelle loi exige aussi que chaque époux contribue au soutien de l'autre époux, selon ses besoins et sous réserve qu'il ou qu'elle puisse le faire. Ceci n'exige pas que chaque mari ou femme commence à payer une allocation à l'autre. Cela signifie que l'un des conjoints peut s'adresser à l'autre pour le soutien s'il est incapable de satisfaire ses propres besoins véritables, par exemple si un conjoint reste au foyer à plein temps pour soigner les enfants.

Cette obligation peut être imposée en faisant une demande au tribunal pendant la cohabitation ou après la séparation des époux. La demande doit être faite avant que le mariage se termine en divorce.

Puisque la loi n'établit pas de distinction basée sur le sexe, il est maintenant possible pour un mari d'obtenir de sa femme son soutien ou pour une femme d'obtenir de son mari son entretien.

Les moyens et les besoins de chaque époux détermineront si une injonction de soutien doit être accordée.



Soutien pour les enfants

L'ancienne loi n'exigeait généralement pas des parents de subvenir à la subsistance de leurs enfants au delà de 16 ans, ou 18 ans si l'enfant allait à l'école à plein temps. La seule exception était une injonction de soutien lors du divorce, qui pouvait exiger de pourvoir aux besoins d'un enfant au delà de 18 ans.

La nouvelle loi exige des deux parents de pourvoir au soutien et à l'éducation de leurs enfants selon les besoins de ces derniers. Il en est ainsi, que l'enfant soit né au sein ou en dehors du mariage. L'obligation continue jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de 18 ans ou se marie.

Cependant, si un enfant, qui a 16 ans ou plus, se retire du contrôle des parents, ceux-ci ne sont pas obligés de pourvoir à la subsistance de cet enfant. Au divorce, la Loi fédérale sur le divorce permet encore au tribunal d'exiger le soutien pour un enfant âgé de plus de 18 ans si l'enfant est encore à la charge des parents ou s'il est incapable de subvenir à ses besoins.

Soutien pour les parents

En vertu de l'ancienne loi, un parent avait droit de réclamer de ses enfants



son soutien si le parent était incapable de subvenir à ses propres besoins. La nouvelle loi continue ce droit mais stipule que l'on ne peut réclamer ce soutien que d'un enfant âgé de plus de 18 ans et seulement si le parent avait dans le passé soigné cet enfant ou subvenu à sa subsistance. L'enfant est responsable pour subvenir à la subsistance du parent selon les besoins du parent et les moyens de l'enfant. Si un enfant a une famille à lui, le tribunal examinant une demande par un parent prendra ceci en considération en déterminant s'il doit donner l'ordre de subvenir à la subsistance du parent.

Comment faire une demande pour soutien

Une personne ayant besoin d'un soutien peut s'adresser à la Cour provinciale (division familiale), la Cour unifiée de la famille d'Hamilton-Wentworth, la Cour d'un comté ou d'un district ou la Cour suprême de l'Ontario.

Un requérant est libre de choisir une de ces cours mais la sélection dépendra en partie de la proximité du tribunal par rapport à la résidence du requérant. De plus, il n'est pas recommandé de faire la demande de soutien à la Cour provinciale (division familiale) si le requérant désire réclamer aussi une part de la propriété, car la Cour provinciale n'entend pas les causes relatives aux propriétés.

Lorsque l'on s'adresse à la Cour d'un comté ou d'un district ou à la Cour suprême, il vaut mieux engager un avocat, car ces tribunaux ont plus de procédures techniques et officielles que la Cour provinciale (division familiale).

Si le requérant a moins de 18 ans et n'est pas marié, les Cours d'un comté ou d'un district ou la Cour suprême exigent qu'une personne adulte, appelée un représentant *ad litem*, plaide la cause du requérant.

Si l'adresse d'une personne, à qui on réclame le soutien, n'est pas connue, le tribunal peut exiger que toute personne en ayant connaissance divulgue l'adresse.

Si une municipalité ou le Ministère des affaires sociales et communautaires fournit une allocation ou une prestation pour le soutien d'un époux à charge, l'agence peut faire une demande pour la personne à charge. Dans ce cas, l'agence est en contrôle de la demande et la personne à charge ne sera pas plus qu'un témoin à l'audience.

Les époux peuvent régler leurs droits de soutien dans un contrat domestique (voir page 29) mais le contrat ne doit pas forcément empêcher l'établissement d'une demande pour soutien. Le tribunal peut rejeter une clause de soutien dans un contrat domestique si la disposition se traduit par des circonstances inadmissibles ou que l'époux devienne admissible au soutien par des fonds publics ou si le contrat n'a pas été

respecté par l'époux responsable de faire les paiements stipulés.

Par exemple, deux époux ont établi un contrat domestique contenant une clause qui limite leur responsabilité de pourvoir à la subsistance de l'autre à \$500 par mois. Dix ans plus tard, la femme souffre d'une attaque et se trouve dans l'incapacité de travailler. Le mari la déserte et refuse de payer plus que les \$500 par mois pour sa subsistance, en dépit du fait que son revenu soit de \$4,000.

Dans un tel cas le tribunal peut statuer que la clause de soutien dans le contrat se traduit par des circonstances inadmissibles et ordonne au mari d'effectuer des paiements de soutien plus élevés.

En faisant une demande de soutien, le requérant doit déposer un bilan et l'autre partie doit en faire de même. Si l'autre partie tente de quitter l'Ontario, le tribunal peut le ou la faire arrêter en vue de s'assurer qu'il ou qu'elle est présent(e) pour répondre à la requête de soutien et pour obéir à tout jugement que peut prononcer le tribunal.

Une fois que la demande arrive au tribunal

En vertu de l'ancienne loi, une requête pour le soutien d'un parent ou d'un enfant était jugée presque entièrement sur les besoins. Cependant, une femme devait prouver que son mari était coupable d'adultère, de cruauté et de désertion, et qu'elle ne l'était pas.

La nouvelle loi demande au tribunal de se concentrer sur les besoins et les moyens des deux parties dans toutes les demandes de soutien. Elle contient une liste de directives explicites pour le tribunal aux fins de décider si le paiement pour la subsistance doit être effectué et d'en déterminer le montant.

Ces directives incluent les considérations des biens et des moyens des deux parties, de la capacité de la personne à charge à subvenir à ses propres besoins ou à devenir indépendante financièrement, des moyens de l'intimé pour payer le soutien, des âges et de la santé physique et mentale des deux parties et de la nécessité d'avoir une des parties de rester à la maison pour soigner un enfant.

D'autres directives sont les considérations de la période pendant laquelle les parties ont cohabité et dans le cas où la personne à charge est le conjoint, de l'effet sur sa capacité de gagner de l'argent causé par les responsabilités qu'il ou qu'elle a assumées pendant la cohabitation. Le tribunal prendra en considération toute contribution effectuée par la personne à charge ayant influencé les possibilités professionnelles de l'intimé.

Le tribunal devra considérer si la personne à charge a d'autres moyens de subsistance, autres que ceux des fonds publics et toute obligation légale

de l'intimé à subvenir aux besoins d'une tierce personne.

La conduite d'un époux déposant une demande de soutien est seulement prise en considération dans le cas où la ligne de conduite est si défavorable qu'elle peut être interprétée comme étant une répudiation flagrante et évidente de la relation. Dans ce cas, elle peut influencer le montant du soutien qui aurait été autrement accordé.

Par exemple, la conduite d'un homme indépendant financièrement qui a continuellement brutalisé sa femme ayant une carrière bien rétribuée, sera prise en considération par le tribunal examinant sa demande de soutien par sa femme.

L'ancienne loi ne permettait pas au tribunal d'ordonner des cessions de propriété en vue de satisfaire une demande de soutien et des sommes globales étaient accordées seulement au divorce. Maintenant le tribunal est en mesure d'exiger des paiements périodiques soit indéfiniment soit pendant une période de temps déterminée. Il peut ordonner des paiements de sommes globales, des cessions de propriétés, la possession de la maison matrimoniale pour un époux, la désignation d'un époux comme le bénéficiaire irrévocable d'une police d'assurance-vie ou toute autre forme de garantie nécessaire pour s'assurer que l'injonction de soutien soit respectée. Le tribunal sera aussi en mesure d'empêcher un époux de se dessaisir des biens pour tenter de résister à une requête de soutien ou de harceler l'autre époux et les enfants.



Jugements par provision au tribunal de la famille

Si la personne à qui l'on réclame le soutien ne vit pas dans la même région que celle du requérant, une cour provinciale (division familiale) ou la Cour unifiée de la famille d'Hamilton-Wentworth peut passer un jugement par provision. Ce jugement n'a aucun effet jusqu'à ce qu'il soit envoyé et confirmé par le tribunal où l'autre partie réside. Ce tribunal signifiera le jugement et entendra les témoignages de l'autre partie et peut alors confirmer le jugement d'origine ou le confirmer avec des modifications. Le jugement est alors exécutoire.

Cette procédure est aussi mise à la disposition pour envoyer des jugements en dehors de l'Ontario aux fins d'exécution et est utilisée par les autres provinces et pays pour envoyer leurs jugements de soutien à l'Ontario pour confirmation.

Cessation et modification des jugements

Un jugement de soutien prononcé valide jusqu'à une certaine date ou un certain événement cesse automatiquement à la date spécifiée. Un



jugement de soutien pour la vie d'une personne à charge continuera même dans le cas du décès d'une personne effectuant les paiements, et ces derniers seront pris de la succession de la personne défunte.

Par contre, cependant, un jugement de soutien continuera jusqu'à ce que l'une des parties soit décédée, à moins qu'il soit demandé à un tribunal de divorce de déterminer le litige du soutien ou que les parties obtiennent une modification du jugement.

Une modification du jugement peut être obtenue si les circonstances de l'une ou l'autre partie changent ou si une nouvelle preuve se présente si celle-ci n'était pas procurable lors de l'audience précédente. Une modification ne peut être obtenue dans les six mois qui suivent une audience antérieure sans la permission spéciale du tribunal.

Exécution des jugements de soutien dans le tribunal de la famille.

En vertu de notre loi, la première responsabilité pour faire exécuter un jugement de soutien repose avec la personne en faveur de laquelle le jugement est effectué. Néanmoins, la Cour unifiée de la famille d'Hamilton-Wentworth et la Cour provinciale (division familiale) dans la plupart des régions aidera une personne à charge dans l'exécution d'un jugement de soutien.

Un jugement effectué dans toute cour de l'Ontario peut être transmis pour exécution à la Cour unifiée de la famille d'Hamilton-Wentworth ou la Cour provinciale (division familiale) là où réside le débiteur. Si le débiteur fait défaut dans ses paiements, le tribunal peut exiger du débiteur de déposer un bilan, de se soumettre à un examen de ses biens et moyens et d'apparaître devant le tribunal pour expliquer son défaut de paiement. Si le juge n'est pas satisfait que le défaut était causé par l'incapacité de payer, le débiteur peut être emprisonné jusqu'à trois mois.

Si le débiteur a reçu l'ordre d'apparaître et d'expliquer son défaut de paiement, le tribunal peut aussi exiger que les paiements de soutien futurs soient automatiquement déduits de son salaire et envoyés directement au tribunal. Ceci est appelé une saisie-arrêt sur le salaire. Le tribunal peut aussi exiger du débiteur de donner une garantie pour les paiements ultérieurs.

Les jugements de soutien effectués en dehors de l'Ontario peuvent être envoyés à l'Ontario si le débiteur y réside et peuvent être exécutés de la même manière. D'une façon similaire, les jugements de l'Ontario peuvent être envoyés aux autres provinces et pays aux fins d'exécution.

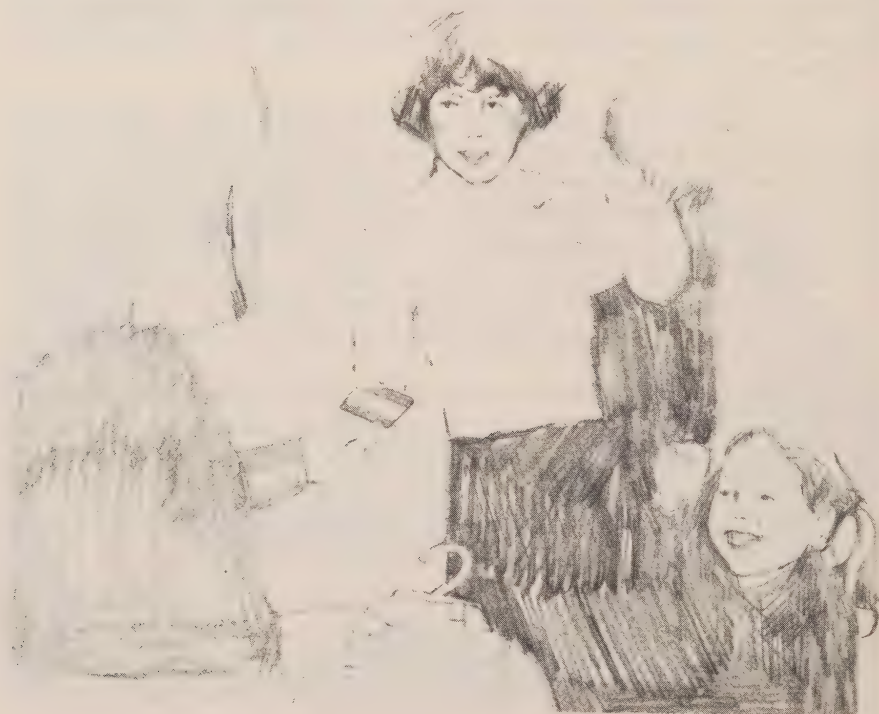
Recours mis à la disposition dans tous les tribunaux

Tous les tribunaux ont le pouvoir d'autoriser le shérif, à l'aide d'une ordonnance exécutoire, à saisir la propriété d'une personne qui est en défaut d'après un jugement de soutien. De plus, le salaire du débiteur peut être soumis à une saisie-arrêt. Si un tribunal a ordonné une garantie pour les paiements d'après un jugement de soutien, il peut statuer de vendre la garantie en vue de couvrir les paiements qui n'ont pas été effectués.

Nantissement du crédit

En vertu de l'ancienne loi, une femme pouvait utiliser le crédit de son mari pour acheter les nécessités pour elle et ses enfants. Ceci était appelé nantissement du crédit pour les nécessités.

La nouvelle loi accorde ce droit aussi bien aux maris qu'aux femmes et rend à la fois le mari et la femme responsables de payer pour les marchandises ou les services fournis. Un époux ne peut nantir le crédit de l'autre époux lorsque le fournisseur a été avisé que l'autre époux ne sera



pas responsable pour la dette. Les responsabilités entre le mari et la femme seront déterminées selon les besoins et les moyens de chacun pour payer.

En outre, un fournisseur qui vend des nécessités à un enfant mineur a maintenant le droit de s'adresser aux parents du mineur pour le paiement, ainsi qu'au mineur.

Ces dispositions s'appliquent seulement si les marchandises ou services sont vraiment des nécessités de la vie. Si le fournisseur des marchandises ou des services ne veut pas accepter le crédit de l'époux, d'autres arrangements pour le paiement devront être pris.

LA MAISON MATRIMONIALE

Douaire

Le droit de douaire était le droit d'une femme, au décès de son mari, à l'usufruit d'un tiers de toute la propriété immobilière acquise par le mari pendant le mariage. Si le mari prend une hypothèque sur la propriété, le créancier hypothécaire peut demander à la femme de libérer son douaire. Mais on ne peut pas l'obliger à le faire. Cependant, si le mari a acheté un terrain d'une manière qui a évité le douaire, la signature de la femme n'était pas exigée et elle n'avait aucun contrôle sur les transactions sur la propriété. Même si la femme avait droit au douaire, le mari pourrait se dessaisir de la propriété foncière sans son consentement en payant au tribunal une partie du prix de vente équivalent à la valeur du droit de douaire de la femme. Si la maison matrimoniale était au nom de la femme, le mari n'avait aucun droit de contrôler les transactions relatives à la propriété durant leur vie. Il n'y avait pas de droit de douaire sur les copropriétés. Une femme perdait son droit de douaire en commettant l'adultère.

En vertu de la nouvelle loi, le douaire a été aboli et remplacé par une législation qui donne des droits égaux aux deux époux en ce qui concerne la maison matrimoniale.



Protection spéciale pour la maison matrimoniale

En vertu de la Loi portant réforme sur le droit de la famille, la maison matrimoniale, en tant que l'abri vital pour la famille, a reçu une protection spéciale.

Cette protection n'est pas réservée, comme dans le cas du douaire, aux femmes. Les deux époux ont maintenant un droit égal à la possession de la maison matrimoniale pendant le mariage et le consentement des deux époux est exigé pour vendre ou hypothéquer la maison quel que soit l'époux qui en détient le titre. Si l'une des parties essaye de se dessaisir de la maison sans que l'autre en ait connaissance ou sans son consentement, un tribunal peut empêcher ou annuler la transaction ou ordonner qu'un autre logement comparable soit fourni ou que le produit de la vente soit divisé d'après ce que le tribunal juge appropriée. Si on ne peut pas trouver un époux ou si celui-ci refuse catégoriquement d'accepter une vente, le tribunal peut en autoriser la vente sans l'acquiescement du conjoint.

Définition d'une maison matrimoniale

Les dispositions pour la protection d'une maison matrimoniale ne s'arrêtent pas aux propriétés immobilières. La maison matrimoniale peut être une maison louée, un appartement, une remorque ou un bateau aménagé.

Tout abri devient une maison matrimoniale s'il est utilisé ordinairement par les époux en tant que leur résidence familiale. Il est possible d'avoir plus d'une maison matrimoniale. Par exemple, si un couple déménage d'une ville à une autre et loue leur ancienne résidence familiale, l'ancienne maison et leur maison dans la nouvelle ville seront considérées comme maisons matrimoniales.

Liberté de désigner une seule maison matrimoniale

Lorsque deux propriétés ou plus ont été la résidence de la famille, les époux peuvent déposer un document désignant laquelle des propriétés sera la maison matrimoniale. Ceci libère un époux en vue de vendre ou d'hypothéquer une propriété qui autrement aurait été considérée comme une maison matrimoniale sans avoir à requérir le consentement de l'autre époux. L'acquiescement des deux époux sera, malgré tout, requis pour la vente ou l'hypothèque d'une propriété qui n'a pas été désignée comme la maison matrimoniale.

Injonctions pour la possession de la maison

En vertu de la nouvelle Loi, un tribunal peut statuer qu'un époux (et les enfants) ont la possession exclusive d'une maison matrimoniale et spécifier quel contenu de la maison peut être retiré par l'autre époux. Une injonction pour la possession peut être seulement effectuée si le tribunal est satisfait que cette action est dans le meilleur intérêt pour les enfants ou que d'autres logements convenables ne sont pas disponibles.

CONTRATS DOMESTIQUES

Aucun ensemble de règles régissant les droits à la propriété et les obligations de soutien satisferont les besoins et les espérances de tous les couples. Une manière de rendre le régime plus souple est d'offrir aux couples le choix de créer leur propre ensemble de règles. Auparavant, un contrat de mariage qui stipulait comment la propriété d'un couple devait être divisée ou qui mentionnait leurs obligations de soutien envers l'un l'autre lors de la rupture du mariage, était déclaré nul. Cependant, lorsque deux personnes mariées vivaient séparées et éloignées, elles pouvaient établir la manière avec laquelle leur propriété serait divisée ou une obligation de soutien serait acquittée.

Définition d'un contrat domestique

Un contrat domestique est un contrat de mariage, un acte de séparation ou une entente de cohabitation. Un contrat de mariage peut être signé avant qu'un couple se marie ou pendant le mariage. Un acte de séparation est signé après qu'un couple soit séparé. Une entente de cohabitation est un accord entre un homme et une femme qui vivent ensemble mais qui ne sont pas mariés l'un à l'autre.

Un contrat domestique ou toute entente en vue de modifier un contrat domestique doit être effectué par écrit, signé par les deux parties et devant témoins. L'avis auprès d'un conseiller juridique indépendant, bien que recommandé, n'est pas exigible en vertu de la nouvelle loi.

Dans un contrat domestique, un couple peut stipuler les droits à la propriété et les obligations de soutien et inclure toute autre clause dans le règlement de leurs affaires pendant leur relation, dans le cas d'une séparation ultérieure ou lors du décès de l'un d'eux. Les dispositions stipulées dans un contrat domestique primeront généralement sur la nouvelle législation.

Cependant, un tribunal peut rejeter toute disposition de soutien dans un contrat domestique s'il se traduit en circonstances inadmissibles ou si un époux devient admissible à l'aide sociale.

Aussi, toute disposition dans un contrat de mariage où un époux renonce à son droit possessoire à la maison matrimoniale, ou au droit de contrôler la vente de la maison est déclarée nulle. On peut renoncer à ces droits seulement dans un acte de séparation.

Cependant, les époux peuvent se mettre d'accord dans un contrat de mariage que le produit de la vente de la maison appartienne entièrement à l'un d'eux.

Les couples peuvent stipuler l'éducation ou l'instruction religieuse de leurs enfants dans un contrat de mariage ou une entente de cohabitation. La garde des enfants ne peut être stipulée que dans un acte de séparation.

Reconnaissance des contrats de mariage et d'actes de séparation en existence

Sous réserve des restrictions contenues dans la nouvelle loi, un contrat de mariage établi en dehors de l'Ontario sera reconnue en Ontario s'il observe les exigences de la juridiction où il a été exécuté ou s'il se conforme à la loi de l'Ontario.

Les actes de séparation établis avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi seront encore valables. La nouvelle loi n'affectera pas aussi les cessions de propriété faites avant le 31 mars 1978, d'un époux à un autre dans le cas où elles ont été effectuées pour exécuter un règlement officieux lors d'une rupture de mariage (c'est-à-dire, dans le cas où les époux se sont mis d'accord mais n'ont pas signé un acte de séparation).



LES RÉMINISCENCES DU COMMON LAW

La plus grande partie de la loi de l'Ontario dérive plutôt des décisions des tribunaux que du recueil des lois fédérales ou provinciales. Ceci inclut les lois anglaises, quelques-unes datant de plusieurs siècles. Cette loi fondée sur la jurisprudence était connue sous le nom de droit coutumier anglais, le common law.

Le droit de "common law" permet à un époux de poursuivre une personne qui lui a causé de perdre les services de l'autre époux, par exemple, en lésant par négligence l'autre époux ou en l'incitant à quitter le domicile conjugal. Le droit de poursuivre s'appliquait aussi lorsque quelqu'un privait la famille des services de l'un de ses enfants, soit en lésant l'enfant soit en le persuadant de quitter le foyer familial.

Ces droits étaient basés sur la théorie qu'un mari possédait les services de sa femme ou qu'un parent possédait les services de son enfant. Il est généralement accepté que ce genre de théorie n'a aucune place dans la société moderne. En conséquence, les anciens droits pour entamer une action civile pour avoir privé une famille des services d'une épouse ou d'un enfant sont abolis par la nouvelle législation. Ces droits sont désignés par les termes techniques de conversation criminelle (adultère), séduction, détournement, hébergement, déchéance de services et perte de communauté conjugale.

Le recours pour atteinte aux membres de la famille

Si le droit de poursuivre pour déchéance de services et perte de communauté conjugale était simplement aboli, certains dommages subis par des membres de la famille ne seraient pas compensés en vertu du Common Law.

Par exemple, si un couple marié et leur enfant étaient blessés dans un accident d'automobile à cause de la négligence d'une tierce personne, le père avait auparavant plusieurs droits positifs contre le délinquant, en vertu de l'ancienne loi, il pouvait réclamer des dommages-intérêts pour manque à gagner, les frais médicaux et les autres indemnités non-pécuniaires pour ses blessures, et pour la déchéance des services de sa femme et la perte de communauté conjugale et pour les dépenses médicales et les frais accrus de subsistance encourus à son sujet. Sa capacité de recouvrer les dépenses médicales de sa femme dérive de son obligation, en vertu de la loi, de pourvoir à son soutien.

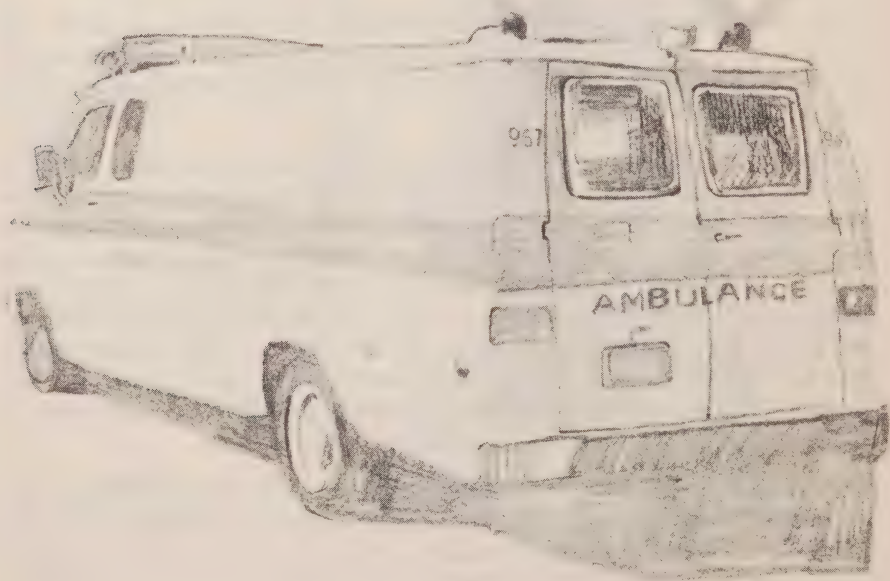
Les familles continueront de pouvoir recouvrer les frais médicaux, les dépenses de subsistance et les frais de visite encourus, lorsqu'un de leurs membres est blessé par un délinquant. La Commission de la loi anglaise et la Commission de la réforme des lois de l'Ontario suggèrent une action

pour toute perte financière, y compris les bénéfices financiers que l'époux ou l'enfant pourraient s'attendre de se voir accorder si la lésion n'avait pas eu lieu et ainsi que la perte monétaire créée par le paiement pour les services qui auraient été autrement gratuits. La Commission a basé ses recommandations sur la structure de la Loi sur les accidents fatals, en disant qu'une lésion causant une perte financière qui normalement peut se traduire par des poursuites s'il y a une fatalité devrait aussi pouvoir se traduire par des poursuites sur la même base lorsqu'il n'y a pas de fatalité.

La nouvelle action juridique

La nouvelle action juridique suit la Loi sur les accidents fatals. Dans le cas où une personne est blessée ou tuée par la faute d'un autre, les membres de la famille de la personne blessée ont droit de recouvrer leur perte subséquente de la personne qui a causé le dommage. Les membres de la famille qui ont le droit de poursuivre en vertu de cette loi sont l'époux de la victime (y compris une personne ayant droit, en vertu de la nouvelle loi, au soutien en tant qu'époux de common law), les enfants, les petits-enfants, les parents, les grands-parents, les frères et les soeurs.

Si la victime est tuée, l'exécuteur testamentaire ou l'administrateur de la succession intentera normalement un procès, au nom des personnes en droit de le faire. S'il n'y a pas d'exécuteur ou d'administrateur, ou si l'exécuteur n'a pas intenté de procès dans les six mois suivant le décès,



tout membre de la famille ayant droit à des dommages-intérêts peut poursuivre en justice, mais il ou elle doit le faire au nom de tous autres membres de la famille qui en ont droit. L'action peut être intentée dans les deux ans qui suivent la lésion.

Si la victime est tuée, le délinquant est passible de payer les dépenses raisonnables des funérailles pour le défunt, ainsi qu'une compensation pour toute perte financière de membres survivants de la famille. Cependant, si la faute incombant à la victime elle-même, a causé ses blessures, le recouvrement par les membres de la famille sera réduit proportionnellement à la négligence de la victime. Si la victime a une police d'assurance couvrant la lésion, le produit de l'assurance ne réduira pas la recevabilité des dommages-intérêts par des membres de la famille.

Statut des femmes mariées

L'ancienne loi considérait les femmes mariées comme personnes à charge de leur mari de bien des façons. En particulier, la loi considérait un mari et sa femme comme une seule personne à des fins multiples et cette personne était généralement le mari. Ceci signifiait qu'une femme ne pouvait pas réclamer contre son mari, de même un homme ne pouvait pas réclamer contre sa femme pour les préjudices que l'un faisait subir à l'autre. Ceci signifiait aussi qu'une femme mariée était incapable d'avoir le droit de plaider une cause pour une personne de moins de 18 ans.

En 1975, le gouvernement a aboli les incapacités légales des femmes mariées. Les dispositions de la législation de 1975 se trouvent dans la nouvelle loi. Elle déclare, aux fins des lois de l'Ontario, que les hommes et les femmes mariés ont des personnalités juridiques qui sont indépendantes, séparées et distinctes de celles de leurs époux. Les maris et les femmes sont maintenant passibles de poursuites par l'autre conjoint pour lésions à leur personne ou à la propriété et les femmes mariées ont le droit d'engager des poursuites pour des enfants mineurs. La loi maintenant s'applique équitablement aux hommes mariés et femmes mariées.

Domicile d'une femme mariée

En termes juridiques, le domicile d'une personne est d'une manière générale, le lieu de juridiction où se trouve sa demeure fixe. Le domicile peut être très important car il détermine en vertu de quel régime de loi la succession d'une personne sera distribuée au moment du décès ou quel régime de juridiction de la propriété matrimoniale contrôle la relation économique entre une personne et son conjoint.

En vertu du Common Law, une femme mariée était considérée comme incapable d'acquérir son propre domicile. Elle partageait le domicile de

son mari au cours de toute sa vie mariée, car le common law considérait le couple marié comme une personne (le mari), même si un mariage était rompu et les époux séparés. Même si le mari restait dans la maison matrimoniale en Australie, par exemple, et sa femme et ses enfants déménageaient au Canada, la femme et les enfants étaient réputés domiciliés en Australie. Les enfants étaient supposés avoir le même domicile que leur père même s'ils vivaient avec leur mère tandis que leur père vivait dans un pays qu'ils n'ont jamais vu.

La nouvelle loi déclare qu'une femme mariée est capable s'acquérir son propre domicile de la même façon qu'un homme marié. De plus, un enfant mineur qui est ou a été marié est aussi en mesure d'acquérir un domicile indépendant. Un mineur non marié élit domicile chez ses parents, où les parents habitent ensemble ou le domicile du parent avec lequel l'enfant réside habituellement, lorsque les parents ne vivent pas ensemble.

Douaire

Le douaire a été remplacé par les dispositions de la nouvelle loi qui donne aux époux des droits égaux de possession de la maison matrimoniale et de contrôle sur les transactions qui s'y rapportent (voir page 26) et une part équitable de la propriété matrimoniale s'il y a rupture du mariage. En conséquence, la nouvelle loi abolit l'ancien droit de douaire.

Cependant, dans le cas où un mari est décédé avant le 31 mars 1978, sa veuve a encore droit au douaire à son gré. Mais si un mari meurt après cette date, les droits de la veuve seront déterminés en vertu de la nouvelle loi et la Loi portant réforme sur le droit à la succession, 1977. Dans le cas où une somme d'argent a été payée au tribunal pour couvrir une réclamation éventuelle de douaire, le mari a le droit d'avoir l'argent versé à son compte le ou après le 31 mars 1978.

Pension alimentaire

La pension alimentaire est communément employée pour décrire les paiements périodiques de subsistance pendant le mariage ou après le divorce. Cependant il est incorrect de considérer les paiements du subsistance après un divorce comme pension alimentaire car le sens technique juridique du mot inclut seulement les paiements de subsistance imposés par un tribunal pendant la durée du mariage.

Les nouveaux droits de soutien des maris et des femmes englobent un régime de subsistance beaucoup plus complet et efficace que l'ancienne loi sur la pension alimentaire. En conséquence, la pension alimentaire est abolie par la nouvelle loi.

Dans le cas où une femme a intenté une action pour la pension alimentaire avant le 31 mars 1978 et que l'action est en instance, le procès sera converti en une demande selon les dispositions pour le soutien dans la nouvelle loi. Si le procès de l'action pour la pension alimentaire a commencé avant le 31 mars 1978, l'action continuera en vertu de l'ancienne loi.

La Loi sur le mariage

Faisant partie du programme de réforme du droit de la famille du gouvernement de l'Ontario, une nouvelle Loi sur le mariage a été adoptée par la législature. En vertu de la nouvelle loi, une personne qui est âgée de 18 ans ou plus peut obtenir une licence de mariage sans le consentement de ses parents, mais une personne qui a 16 ou 17 ans doit avoir le consentement des deux parents pour se marier à moins d'avoir obtenu d'un juge une dispense du consentement des parents. Une personne de moins de 16 ans ne peut pas se marier en Ontario.

Les personnes qui désirent avoir une cérémonie de mariage non religieuse peuvent avoir la cérémonie administrée par un juge ou par un juge de paix dûment accrédité pour célébrer les mariages. Les bureaux des tribunaux et des municipalités ont les noms des juges de paix qui sont autorisés à célébrer les mariages civils.

La Loi sur le mariage abolit aussi le droit de poursuivre pour rupture de promesse de mariage.

Loi portant réforme sur le droit à la succession

La loi sur la succession s'occupe de la distribution des biens lors du décès du propriétaire. La Loi portant réforme sur le droit à la succession contient les règles pour établir les testaments, connaître la suite des événements lorsqu'une personne meurt sans testament et les autres affaires relatives à la propriété de succession.

À moins qu'une demande était en instance en vertu de la Loi portant réforme sur le droit de la famille pendant que les deux époux sont vivants, leurs droits cessent d'être régis par cette Loi, lorsque l'un d'eux meurt. La Loi portant réforme sur le droit à la succession détermine plutôt ce qu'advient de la propriété de l'époux décédé.

Testaments olographes

Généralement, si une personne meurt sans laisser de testament, les dispositions du testament régissent la distribution des biens de la succession. Il est maintenant possible de faire un testament avec l'une des deux méthodes. La méthode traditionnelle exige deux témoins de la signature de la personne faisant le testament. De plus, la Loi portant réforme sur le droit à la succession permet aux résidents de l'Ontario de faire des testaments olographes. Un testament olographe est un testament entièrement écrit à la main de la personne qui le fait et qui n'exige pas de témoins.

Succession ab intestat

Une personne qui meurt sans laisser de testament est réputée être décédée intestat. Pour une succession ab intestat, la loi détermine que l'époux de la personne décédée reçoit au moins les premiers \$75,000 des

biens de la succession et, s'il n'y a pas d'enfants, l'époux survivant obtient tous les biens de la succession. S'il y a un enfant, l'époux survivant reçoit les premiers \$75,000 et partage équitablement tout restant avec l'enfant. S'il y a deux enfants ou plus, l'époux survivant reçoit les premiers \$75,000 et un tiers de tout reste, avec le restant allant aux enfants. S'il n'y a pas d'époux ou d'enfant survivant, des parents moins proches reçoivent l'héritage.

Si le défunt a laissé un testament qui traite seulement d'une partie de la succession, l'époux survivant prend toute part que le testament lui accorde plus un montant des biens de la succession jusqu'à concurrence de \$75,000. Il ou elle reçoit aussi une part du restant de la succession si le testament ne traite pas de son dessaisissement.

Enfants

La Loi portant réforme sur le droit à la succession traite tous les enfants de la même façon, qu'ils soient nés au sein ou en dehors du mariage.

Le terme d'enfant illégitime n'existe plus en vertu de la Loi de l'Ontario. Donc si une personne est décédée intestat après le 30 mars 1978, tous les enfants de cette personne, qu'ils soient nés au sein ou en dehors du mariage hériteront sur une base équitable. De même, toute référence à des enfants dans un testament fait après le 30 mars 1978, sera réputée inclure les enfants en dehors du mariage, à moins que le testament stipule d'une façon explicite qu'ils ne devront pas être inclus.

Soutien pour les personnes à charge

Si le testament n'inclut pas de dispositions appropriées pour le soutien de l'époux, du parent, de l'enfant, du frère et de la soeur à charge de la personne défunte ou si le défunt n'a pas laissé un testament et la loi n'inclut pas de dispositions pour l'une de ces personnes, la personne à charge peut s'adresser au tribunal afin d'obtenir une plus grande part des biens de la succession.

Aux fins de soutien en vertu de la Loi portant réforme sur le droit de la famille, les époux incluent les personnes vivant ensemble en dehors du mariage pendant une période d'au moins cinq ans ou dans une relation d'une certaine continuité, dans le cas où ils ont un enfant. La même définition s'applique eu égard aux dispositions relatives au soutien en vertu de la Loi portant réforme sur le droit de la succession. De même, un enfant du défunt, né en dehors du mariage a le droit de réclamer son soutien des biens de la succession et est traité de la même façon qu'un enfant au sein du mariage.

En vue d'être admissible à réclamer le soutien des biens d'une succession, la personne à charge devra avoir reçu le soutien de la personne

décédée immédiatement avant sa mort ou à, condition que la personne décédée était dans l'obligation légale de pourvoir à la subsistance de ladite personne à charge. La demande devra être faite au tribunal des successions et tutelles ayant la juridiction pour nommer une personne en vue d'administrer la succession du défunt.

La législation s'applique aux décès survenus le ou après le 31 mars 1978. Lorsque la personne meurt avant cette date, la personne à charge peut avoir encore des droits en vertu d'une ancienne loi connue sous le nom de Loi sur les secours pour les personnes à charge.

Une demande pour une part plus grande d'une succession devrait être effectuée dans les six mois qui suivent la mort du décédé.

Loi Portant réforme sur le droit des enfants

Aucun aspect de la réforme du droit de la famille n'a rallié autant de suffrages que la proposition stipulant que tous les enfants devraient avoir le même statut légal, qu'ils soient nés au sein ou en dehors du mariage. La population de l'Ontario réalise qu'il est inadmissible de priver les enfants de leurs droits légaux parce que leurs parents ne se sont pas mariés. La Loi portant réforme sur le droit des enfants abolit la notion d'enfant illégitime dans la loi de l'Ontario.

L'ancienne loi

En vertu de notre Common Law, un enfant né en dehors du mariage n'a aucun droit du tout et a été considéré comme "l'enfant de personne". Des références à un enfant dans notre législation ou nos documents tels que les testaments étaient réputées inclure seulement un enfant légitime, à moins qu'il a été explicitement stipulé qu'un enfant issu en dehors du mariage devait être inclus.

Au cours de siècles, les enfants nés en dehors du mariage sont arrivés à posséder quelques droits spécifiques, tels que le droit au soutien financier de leur père, mais le préjudice de base restait contre ces enfants. L'incapacité la plus notoire des enfants nés en dehors du mariage était qu'ils n'avaient pas de droits d'héritage, même s'ils toujours vécu avec leurs parents en tant que famille.

Réforme

La Loi portant réforme sur le droit des enfants déclare aux fins des lois de l'Ontario que les droits d'une personne seront déterminés indépendamment du fait que ses parents étaient mariés ou non. Pour ce qui

concerne la loi, il n'y a pas mention d'enfant illégitime.

Cela ne veut pas dire qu'il ne peut pas y avoir de différence entre les enfants nés au sein du mariage et les enfants nés en dehors du mariage.

Par exemple, les personnes qui désapprouvent que leur enfant soit un parent d'un enfant né en dehors du mariage peuvent stipuler dans leurs testaments que seulement leurs grands-enfants nés au sein d'un mariage soient en mesure d'hériter.

L'ancienne loi a été renversée. En vertu de l'ancienne loi un enfant né en dehors du mariage avait aucun droit à moins que ce droit lui soit attribué explicitement; en vertu de la nouvelle loi, un enfant né en dehors du mariage a les mêmes droits que tout autre enfant à moins qu'il a été explicitement dépossédé de ces droits.

La loi portant réforme sur le droit de la famille et la Loi portant réforme sur le droit à la succession reconnaissent explicitement les droits égaux des enfants nés en dehors du mariage.

Établissement de la parenté

En vertu des nouvelles lois de l'Ontario, les droits d'un enfant, par exemple, le droit à un soutien financier de la part de son père dépend du simple fait d'une relation naturelle entre parents et enfant.

Cependant, dans le cas où un enfant est né en dehors du mariage, il est peut-être difficile de prouver qu'un certain homme est le père de cet enfant. Pour cette raison la Loi portant réforme sur le droit des enfants identifie un certain nombre de circonstances dans lesquelles il est raisonnable de supposer qu'un homme est le père d'un enfant, sauf preuve du contraire. Ces circonstances ou "présomptions de paternité" sont les suivantes:

1. L'homme était marié à la mère de l'enfant quand celui-ci est né.
2. L'homme était marié à la mère de l'enfant dans les 300 jours qui précèdent la naissance de l'enfant.
3. L'homme a marié la mère de l'enfant après que l'enfant soit né et a admis être le père de l'enfant.
4. L'homme vivait avec la mère en union libre (common law) avec un certain degré de continuité lorsque l'enfant est né ou l'enfant était né dans les 300 jours après qu'ils aient cessé de vivre ensemble.
5. L'homme et la mère ont suivi les procédures en vertu de la loi sur les statistiques de l'état-civil en vue de l'enregistrement de l'homme en tant que père.
6. L'homme a été déclaré au cours de procédures judiciaires antérieures comme étant le père de l'enfant.

Déclarations de Parenté

Puisqu'une présomption de paternité est toujours exposée à une récusation et qu'il peut y avoir des cas où il serait souhaitable d'établir la paternité d'un enfant une fois pour toutes, la nouvelle loi fournit un mécanisme pour s'adresser à la Cour suprême de l'Ontario (ou la Cour unifiée de la famille d'Hamilton-Wentworth) en vue d'une déclaration de parenté. Une déclaration serait sûrement faite seulement après une enquête approfondie de tous les faits qui auront satisfait le tribunal que la parenté a été établie. Un jugement déclaratoire serait alors irréfragable à toutes fins utiles.

Il y a quelques cas rares où la maternité d'un enfant puisse être en doute, par exemple, lorsque la mère utilise le nom de sa soeur en donnant naissance à un enfant et au cours de son enregistrement l'enfant est élevé par la soeur de la mère. En conséquence, il est possible en vertu de la loi de faire une demande de déclaration de maternité.

Examens de sang

Les examens de sang fournissent un des moyens les plus simples pour un homme, accusé à tort de paternité, de prouver qu'il n'a pas engendré un certain enfant.

Cependant, les examens de sang peuvent seulement prouver qu'un homme *n'est pas* le père. Ils ne peuvent jamais prouver d'une manière concluante qui est le père. De même les examens de sang sont valables seulement s'il est possible de comparer les prélèvements de sang de la mère, de l'enfant et du père présumé.

Les prélèvements de sang exigent le consentement du sujet et le tribunal n'a pas le pouvoir d'obliger une personne à se soumettre à un examen de sang. Cependant, si une personne refuse de se soumettre à la requête du tribunal à un examen du sang, la loi stipule que le tribunal peut tirer de telles inférences de ce refus d'après ce qu'il pense appropriée.

Par exemple, un homme qui a été accusé par une femme d'engendrer son enfant peut essayer de refuter la paternité en demandant des examens de sang de la femme et de l'enfant. Si la femme refuse de fournir des prélèvements, dans ce cas, il s'avère raisonnable pour le tribunal d'inférer que la femme sait que l'homme n'est pas le père de son enfant. Naturellement, le refus ne se traduira pas toujours par l'établissement d'une inférence opposée. Chaque cas doit être considéré par le tribunal sous tous ses aspects.

LA LOI PORTANT RÉFORME SUR LE DROIT DE LA FAMILLE, 1978

Une loi portant réforme sur les droits à la propriété et sur les obligations de soutien entre des personnes mariées et dans d'autres relations familiales

Exposé des
motifs

ATTENDU qu'il est souhaitable d'encourager et de renforcer le rôle de la famille dans la société;

ET ATTENDU que dans ce but, il est nécessaire de reconnaître les époux en tant qu'individus sur un pied d'égalité au sein du mariage et de reconnaître le mariage en tant qu'une forme d'association de partenaires;

ET ATTENDU qu'à l'appui d'une telle reconnaissance, il est nécessaire de régler, par voies de droit, les affaires des époux sur une base ordonnée et équitable lors de la rupture de ladite association; et d'ordonner les autres obligations mutuelles dans les relations familiales, y compris le partage équitable par les parents de la responsabilité de leurs enfants;

Par conséquent, Sa Majesté sur l'avis et du consentement de l'Assemblée législative de la Province de l'Ontario, décrète:

Interprétation
S.R.O. 1970,
c.64

1. Dans la présente loi,

- (a) «enfant» désigne un enfant issu au sein ou en dehors du mariage sous réserve des articles 83 et 85 de la Loi sur le bien-être de l'enfant [*The Child Welfare Act*] (qui ont trait à l'acte d'adoption), et inclut une personne dont le parent a manifesté l'intention bien arrêtée de la traiter comme un enfant de sa famille mais exclut un enfant placé dans un foyer de placement familial aux fins de considération pécuniaire par une personne en ayant légitimement la garde;
- (b) «cohabiter» signifie vivre ensemble dans une relation

conjugale que ce soit au sein ou en dehors du mariage;

(c) «tribunal» désigne une cour provinciale (division familiale), la Cour unifiée de la famille, une cour d'un comté ou d'un district ou la Cour Suprême;

(d) «contrat domestique» désigne un contrat domestique tel que défini à la partie IV;

(e) «parent» signifie le père ou la mère d'un enfant, et inclut une personne qui a manifesté l'intention bien arrêtée de traiter un enfant comme un enfant de sa famille mais exclut une personne dont la maison sert de foyer de placement familial pour l'enfant aux fins de considération pécuniaire par une personne en ayant légitimement la garde;

(f) «conjoint» signifie l'époux d'un homme ainsi que d'une femme qui

(i) sont mariés l'un à l'autre,

(ii) sont mariés l'un à l'autre par un mariage qui est annulable et qui n'a pas été résilié par jugement de nullité, ou

(iii) ont vécu ensemble et de bonne foi selon une forme de mariage qui est nul et qui cohabitent ou ont cohabité au cours de l'année précédente.

2.—(1) Lorsqu'il apparaît au tribunal, saisi d'une demande en vertu de toute disposition de la présente loi, qu'aux fins d'une décision convenable relative aux affaires des conjoints, il est nécessaire ou souhaitable de décider d'abord ou simultanément sur d'autres questions, le tribunal peut ordonner que la demande reste en suspens jusqu'à ce que les autres demandes soient soumises ou résolues, selon les circonstances qu'il juge indiquées.

Priorité dans les demandes

(2) Sauf indication contraire, lorsque le tribunal est saisi d'une demande en vertu de la présente loi, quiconque faisant partie d'un procès ne peut déposer une demande en vertu de la présente loi auprès de tout autre tribunal, mais le tribunal peut ordonner le transfert du procès à un autre tribunal ayant, d'après lui, une plus grande juridiction qui convient mieux pour statuer en même temps sur les matières en litige.

Un seul tribunal pour toutes les procédures

(3) Une demande en vertu de la présente loi doit être déposée de la manière prescrite par les règlements du tribunal ou dans toute autre procédure judiciaire.

Demandes

(4) Une personne mineure qui est un conjoint a la capacité

Capacité d'une personne mineure

d'intenter, de diriger un procès et d'en assurer sa défense en vertu de la présente loi sans l'intervention d'un représentant ou tuteur *ad litem* et d'accorder tout son consentement exigé ou autorisé par la présente loi.

Prolongation

(5) Le tribunal peut prolonger tout délai stipulé par la présente loi si le tribunal est convaincu que,

- (a) il y a des motifs *prima facie* pour voie de recours.
- (b) la voie de recours n'est pas possible à cause du délai qui s'est produit de bonne foi; et
- (c) aucun préjudice ou tort important ne sera causé à toute personne touchée par le délai.

Audience à huis clos

(6) Le tribunal peut ne pas admettre le public à une audience, ou à une partie de l'audience, lorsque, de l'avis du président du tribunal, il s'avère plus souhaitable de protéger contre les conséquences d'une divulgation possible des affaires financières privées ou personnelles que de plaider en audience publique et le tribunal peut interdire la publication de tout ce qui concerne la demande et tout témoignage donné à l'audience.

Ordonnances par consentement

(7) Par simple consentement des parties dans une demande en vertu de la présente loi, le tribunal peut émettre une ordonnance, que le tribunal aurait normalement les pleins pouvoirs de faire d'après la présente loi, sous réserve des obligations du tribunal de tenir compte des meilleurs intérêts des enfants touchés.

Incorporation du contrat dans l'ordonnance

(8) Toute clause prévue dans un contrat domestique peut être incorporée dans l'ordonnance faite en vertu de la présente loi.

Loi soumise au contrat

(9) Lorsqu'un contrat domestique renferme une disposition relative à une question qui se rapporte à la présente loi, le contrat prédomine sauf indication contraire dans la présente loi.

Enregistrement des ordonnances

(10) Lorsqu'une ordonnance effectuée en vertu de la présente loi touche à une propriété immobilière, l'ordonnance n'influence pas l'acquisition d'un intérêt dans une propriété immobilière par une personne de bonne foi sans la signification de l'ordonnance, à moins que l'ordonnance soit enregistrée au bureau approprié de la conservation foncière.

PARTIE I

PROPRIÉTÉ FAMILIALE

Interprétation

3. Dans la présente partie,

- (a) «tribunal» désigne un tribunal tel que défini à l'article 1 mais n'inclut pas une cour provinciale (division

familiale);

(b) «biens familiaux» désigne une maison matrimoniale telle que déterminée d'après la partie III et la propriété appartenant à un conjoint ou aux deux conjoints et utilisée ordinairement par les deux conjoints ou un ou plusieurs de leurs enfants ou en ayant reçu ordinairement la jouissance pendant que les conjoints résident ensemble en tant qu'abri ou moyen de transport ou à des fins ménagères, éducatives, récréatives, sociales ou esthétiques et comprend:

- (i) de l'argent dans un compte avec une banque à charte une caisse d'épargne, caisse populaire ou une compagnie de fiducie où le compte est normalement utilisé pour abri ou moyen de transport ou à des fins ménagères, éducatives, récréatives, sociales ou esthétiques;
- (ii) dans le cas d'une propriété appartenant à une corporation, société ou à un fiduciaire qui serait un bien familial, si elle appartenait à un époux, les actions dans la corporation ou un intérêt dans la société ou fiducie appartenant à l'époux ayant une valeur marchande égale à la valeur de l'avantage que l'époux possède en ce qui a trait à la propriété;
- (iii) propriété sur laquelle un époux possède, soit à lui seul ou conjointement avec une autre personne, un pouvoir de désignation qu'il peut exercer en sa faveur, si la propriété serait un bien familial si elle appartenait à l'époux; et
- (iv) propriété dessaisie par un époux mais sur laquelle l'époux possède, soit à lui seul ou conjointement avec une autre personne, un pouvoir de révoquer le dessaisissement ou un pouvoir de disposer, d'invoquer ou de se dessaisir de la propriété si la propriété serait un bien familial si elle appartenait à l'époux,

mais ne comprend pas la propriété que les époux n'ont pas incluse, par accord mutuel, en tant que biens familiaux dans un contrat domestique;

(c) «propriété» désigne propriété immobilière ou mobilière ou tout intérêt s'y rapportant.

4.—(1) Sous réserve du paragraphe 4, dans le cas où un

Division des
biens familiaux

jugement conditionnel de divorce a été prononcé ou que la nullité du mariage a été déclarée ou que les conjoints sont séparés et qu'il n'y a pas de possibilité raisonnable de la reprise de cohabitation, chaque conjoint a le droit d'avoir les biens familiaux divisés en parts égales nonobstant l'appartenance des biens par les conjoints faisant l'objet d'une décision pour d'autres fins et nonobstant toute ordonnance en vertu de l'article 7.

Demande au tribunal

(2) Le tribunal peut, suite à la demande d'une personne qui est le conjoint d'un autre, résoudre toute question relative à la division des biens familiaux entre eux.

Conséquences du décès du conjoint

(3) Les droits en vertu du paragraphe 1 sont personnels entre les conjoints mais toute demande débutée selon le paragraphe 2 avant le décès d'un conjoint peut être maintenue par ou contre la succession du conjoint décédé.

Modification de la division

(4) Le tribunal peut effectuer une division des biens familiaux qui se traduit par des parts qui ne sont pas égales lorsque le tribunal estime qu'une division des biens familiaux en parts égales serait inéquitable, en tenant compte de,

- (a) tout accord autre qu'un contrat domestique;
- (b) la durée de la période de cohabitation en vertu du mariage;
- (c) la durée de la période pendant laquelle les conjoints ont vécu séparés et éloignés;
- (d) la date d'acquisition de la propriété;
- (e) les mesures dans lesquelles la propriété fut acquise par un conjoint par héritage ou par don; ou
- (f) toute autre circonstance relative à l'acquisition, au dessaisissement, à la conservation, à l'entretien, à l'amélioration ou à l'utilisation de la propriété rendant la division des biens familiaux inéquitable si elle est faite en parts égales.

But

(5) Le but du présent article est de reconnaître que les soins à un enfant, la gestion ménagère et l'apport financier sont les responsabilités conjointes des époux et qu'inhérent à la relation conjugale, il y a une contribution conjointe, qu'elle soit financière ou autre, par les époux pour assumer ces responsabilités, octroyant à chaque conjoint le droit à une division égale des biens familiaux, sous réserve des considérations équitables stipulées aux paragraphes 4 et 6.

Propriété autre que les biens familiaux

(6) Le tribunal devra ordonner une division de toute propriété

qui n'est pas un bien familial dans le cas où

- (a) un époux a appauvri d'une manière peu raisonnable les biens familiaux; ou
- (b) le résultat d'une division des biens familiaux serait inéquitable dans toutes les circonstances, en tenant compte,
 - (i) des considérations stipulées aux clauses a à f du paragraphe 4, et
 - (ii) de l'effet de l'acceptation par un conjoint de toute responsabilité parmi celles stipulées au paragraphe 5 sur la capacité de l'autre conjoint pour acquérir, gérer, entretenir, exploiter ou améliorer une propriété qui n'est pas un bien familial.

5.—(1) Lorsqu'une demande est faite en vertu de l'article 4, chaque partie devra déposer au tribunal et signifier à l'autre partie, une déclaration vérifiée sous serment ou une attestation divulguant les détails de toute propriété de la partie dans la manière et forme prescrites par les règlements du tribunal.

Déclaration sur
la propriété

(2) Lorsque, d'après l'opinion du tribunal, la divulgation publique de tout renseignement requis d'être contenu dans une déclaration en vertu du paragraphe 1 causerait des tribulations à la personne qui fait la déclaration, le tribunal peut ordonner que la déclaration et tout contre-interrogatoire à son sujet avant l'audience soient traités comme confidentiels et ne fassent pas partie des archives publiques.

Ordonnance
pour sceller la
déclaration

6. Dans une demande en vertu de l'article 4, le tribunal peut ordonner,

Idem

- (a) que le titre à toute propriété déterminée destinée à un conjoint dans la division soit cédé au conjoint, mis en fiducie pour le conjoint ou dévolu au conjoint d'une façon absolue, à vie ou pendant une période d'années;
- (b) le morcellement ou la vente de toute propriété;
- (c) que le paiement soit effectué à partir des produits de vente à l'un ou aux deux conjoints, ainsi que son montant;
- (d) que toute propriété faisant partie de la part de l'un ou les deux époux soit cédée à un enfant, mise en fiducie pour un enfant ou dévolue à un enfant à qui le conjoint a une obligation de soutien;

- (e) que l'un ou les deux époux donnent une caution pour exécuter toute obligation imposée par l'ordonnance y compris un nantissement sur la propriété; et
- (f) que l'un des conjoints paye à l'autre une somme comme établie dans l'ordonnance aux fins d'équilibrer la division,

et peut émettre d'autres ordonnances ou instructions en tant qu'auxiliaires y relatifs.

Résolutions des questions de titre entre des personnes mariées

7. Toute personne peut s'adresser au tribunal pour la décision sur toute question entre cette personne et son conjoint ou ancien conjoint en ce qui concerne l'appartenance ou le droit de possession de toute propriété particulière, sauf dans le cas où une demande ou une ordonnance a été effectuée eu égard à la propriété en vertu de l'article 4 ou 6, et le tribunal peut,

- (a) déclarer l'appartenance ou le droit de possession;
- (b) dans le cas de dessaisissement de la propriété, ordonner le paiement en compensation pour le droit de l'autre partie;
- (c) ordonner que la propriété soit divisée ou vendue aux fins de réalisation du droit y relatif; et
- (d) ordonner que l'un ou les deux époux donnent une caution pour l'exécution de toute obligation imposée par l'ordonnance, y compris un nantissement sur la propriété,

et peut émettre d'autres ordonnances ou instructions en tant qu'auxiliaires y relatifs.

Contribution à la propriété

8. Lorsqu'un époux ou ancien époux a contribué par son travail argent ou valeur monétaire en rapport avec l'acquisition, la gestion, l'entretien, l'exploitation ou l'amélioration de la propriété, autre que les biens familiaux, dans laquelle l'autre a ou avait un droit, suite à une demande, le tribunal peut par ordonnance,

- (a) statuer le paiement d'une somme en compensation; ou
- (b) octroyer une part du droit de l'autre conjoint ou de l'ancien conjoint dans la propriété en fonction de la contribution,

et le tribunal devra déterminer ou évaluer la contribution sans tenir compte de la relation de mari et de femme ou le fait que les actes constituant la contribution sont ceux d'un conjoint raisonnable de ce sexe dans les circonstances. 1975, c.41, a. 1(3) (c) *amendée*.

9. Dans une demande en cours ou en attente d'être déposée selon les articles 4,7 ou 8, le tribunal peut effectuer des ordonnances provisoires qu'il considère nécessaires pour éviter la dissipation de la propriété et pour la possession, la restitution, la garde et la conservation de la propriété.

Ordonnances
provisoires pour
la conservation

10. Lorsqu'un tribunal ordonne une caution pour l'exécution de toute obligation en vertu de cette partie ou nantit une propriété, le tribunal peut, suite à la sollicitation et signification à toutes les personnes ayant un droit dans la propriété, ordonner sa vente aux fins de réaliser la caution ou le nantissement.

Réalisation de
la sécurité

11.—(1) Les règlements de la loi appliquant une présomption d'avancement dans les questions d'appartenance de la propriété entre mari et femme sont abolis et à leur place, les règlements de loi appliquant une présomption d'un trust par déduction devront être appliqués de la même manière comme s'ils n'étaient pas mariés, sauf que,

Présomptions

(a) le fait que la propriété est mise ou prise au nom des conjoints en tant que copropriétaires avec droit de survie est la preuve *prima facie* que chaque conjoint est supposé avoir, lors de la division de la copossession, un droit bénéficiaire égal à la moitié de la propriété; et

(b) l'argent en dépôt à une banque à charte, institution d'épargne, caisse populaire ou compagnie de fiducie au nom des deux conjoints sera réputé être au nom des conjoints en tant que copropriétaires aux fins de la clause a. 1975, c.41, p. 1 (3) (d) *amendée*.

(2) Le paragraphe 1 s'applique, bien que l'événement donnant lieu à la présomption se soit produit avant l'entrée en vigueur du présent article.

Application

12. La présente partie s'applique bien que,

Application de
la partie

(a) les conjoints se soient mariés avant l'entrée en vigueur de cette partie;

(b) la propriété en question ait été acquise avant l'entrée en vigueur de la présente partie; ou

(c) une action en vue de déterminer les droits entre conjoints sur la propriété ait été commencée ou décidée judiciairement avant l'entrée en vigueur de la présente partie.

13.—(1) La division des biens familiaux et l'appartenance, entre conjoints, de propriété mobilière quel que soit son emplacement sont régies par la législation intérieure de l'endroit où les deux

Conflit des lois

conjoints eurent leur dernière résidence habituelle commune ou, lorsqu'il n'y a pas d'endroit, là où les conjoints eurent une résidence habituelle commune, d'après la loi de l'Ontario.

Idem

(2) L'appartenance de la propriété immobilière entre les conjoints est régie par la législation intérieure de l'endroit où la propriété foncière est située, mais dans le cas où la loi de l'Ontario est applicable en rapport avec la division des biens familiaux, la valeur de la propriété peut être prise en considération aux fins de l'article 4.

PARTIE II

OBLIGATIONS DE SOUTIEN

Interprétation

14. Dans la présente partie,

(a) «personne à charge» désigne une personne envers qui une autre personne a une obligation de soutien en vertu de la présente partie;

(b) «conjoint» désigne un époux d'après la définition dans l'article 1 et inclut en plus,

(i) un homme et une femme n'étant pas mariés l'un à l'autre qui ont cohabité,

1. continuellement pendant une période d'au moins cinq ans, ou

2. dans une relation avec un certain degré de continuité où un enfant est né et dont ils sont les parents naturels,

et ont aussi cohabité lors de l'année précédente, et

(ii) un homme et une femme entre qui une ordonnance de soutien a été imposée en vertu de la présente partie ou une ordonnance pour pension alimentaire ou entretien a été imposée avant l'entrée en vigueur de la présente partie.

Obligations
des conjoints
au soutien

15. Chaque conjoint a une obligation de soutien envers lui-même et envers l'autre conjoint, selon ses besoins, dans la mesure où il est capable de le faire.

Obligations
des parents
de subvenir
aux besoins
d'un enfant

16.—(1) Chaque parent a une obligation, dans la mesure où le parent est capable de le faire, à subvenir, selon ses besoins, au soutien de son enfant qui n'est pas marié et qui a moins de dix-huit ans.

Idem

Obligation
de l'enfant
à subvenir
aux besoins
du parent

(2) L'obligation en vertu du paragraphe 1 ne s'applique pas à un enfant qui, ayant seize ans ou plus, s'est retiré du contrôle des parents.

17. Chaque enfant qui n'est pas mineur a une obligation à sub-

venir, selon ses besoins, au soutien de son parent qui a soigné ou pourvu au soutien d'un enfant dans la mesure où l'enfant est capable de le faire.

18.—(1) Un tribunal peut, suite à une demande, ordonner une personne de pourvoir au soutien des personnes à sa charge et d'en déterminer le montant.

Ordonnance
de soutien

(2) Une demande pour ordonner de pourvoir au soutien d'une personne à charge peut être faite par la personne à charge ou un parent de la personne à charge ou en vertu du paragraphe 3.

Requérants

(3) Une demande pour ordonner de pourvoir au soutien d'une personne à charge qui est un conjoint ou un enfant à charge d'un conjoint peut être faite par,

Idem

(a) le Ministère des services communautaires et sociaux au nom du Ministre; ou

(b) une corporation municipale, y compris une municipalité métropolitaine, régionale ou une municipalité de district, mais excluant une municipalité d'un secteur y relatif,

si le Ministère ou la municipalité fournit une prestation en vertu de la Loi sur les allocations familiales (*The Family Benefits Act*) ou l'aide en vertu de la Loi d'aide au bien-être général (*The General Welfare Assistance Act*) concernant le soutien de la personne à charge.

S.R.O.
1970
c. 157,192

(4) Le tribunal peut rejeter une disposition pour le soutien dans un contrat domestique ou un accord de paternité et peut déterminer et ordonner le soutien dans une demande en vertu du paragraphe 1 bien que le contrat ou l'accord contienne une disposition expresse excluant l'application du présent article,

Rejet d'un
contrat
domestique

(a) lorsque la disposition pour le soutien ou la renonciation à un droit de soutien aboutit à des circonstances inadmissibles;

(b) lorsque la disposition pour le soutien est en faveur d'un époux qui est admissible pour une allocation de soutien provenant des fonds publics; ou

(c) lorsqu'il y a défaut dans le paiement de soutien en vertu du contrat ou de l'accord.

(5) En déterminant le montant, le cas échéant, du soutien selon les besoins, le tribunal peut considérer toutes les circonstances des parties, y compris,

Détermination
du montant

- (a) les biens et moyens de la personne à charge et de l'intimé et toute prestation ou perte de prestation en vertu d'un régime de retraite ou d'une rente viagère;
- (b) la capacité de la personne à charge de subvenir à son propre soutien;
- (c) la capacité de l'intimé à fournir le soutien;
- (d) l'âge et la santé physique et mentale de la personne à charge et de l'intimé;
- (e) la période de temps pendant laquelle la personne à charge et l'intimé ont cohabité;
- (f) les besoins de la personne à charge, que le tribunal peut déterminer en tenant compte du standard de vie des parties lorsqu'elles vivaient ensemble;
- (g) les mesures à la disposition de la personne à charge pour devenir financièrement indépendante et la période de temps et le coût entraîné pour permettre à la personne à charge de prendre de telles mesures;
- (h) l'obligation légale de l'intimé à pourvoir au soutien de toute autre personne;
- (i) s'il est souhaitable pour la personne à charge ou l'intimé de rester à la maison pour soigner un enfant;
- (j) une contribution par la personne à charge envers la réalisation du potentiel professionnel de l'intimé;
- (k) lorsque la personne à charge est un enfant, son aptitude et les possibilités raisonnables d'obtenir une éducation;
- (l) lorsque la personne à charge est un conjoint, l'effet des responsabilités assumées pendant la cohabitation sur sa capacité de gagner sa vie;
- (m) lorsque la personne à charge est un conjoint, si la personne à charge a entrepris de soigner un enfant qui est âgé de dix-huit ans ou plus et qui ne peut à cause de maladie ou d'invalidité ou pour autre cause se retirer de la charge de ses parents;
- (n) lorsque la personne à charge est un conjoint, si la personne à charge a entrepris d'assister dans la continuation d'un programme d'éducation pour un enfant qui est âgé de dix-huit ans ou plus et qui ne peut pour cette raison se retirer de la charge de ses parents;

- (o) lorsque la personne à charge est un conjoint, tout travail ménager, soins à un enfant ou autre service domestique effectué par le conjoint pour la famille, de la même façon que si le conjoint consacrait le temps passé à effectuer ce service dans un emploi rémunéré et contribuait par les rémunérations qu'il gagnerait au soutien de la famille; et
- (p) tout autre droit légal de la personne à charge à un soutien autre que celui provenant des fonds publics.

(6) L'obligation de pourvoir au soutien d'un conjoint existe indépendamment de la conduite de l'un des conjoints, mais le tribunal peut, en déterminant le montant du soutien, tenir compte de la conduite qui est si inadmissible qu'elle constitue une repudiation évidente et grossière de la relation.

Conduite

19.—(1) Dans une demande en vertu de l'article 18, le tribunal peut ordonner,

Pouvoirs du
Tribunal

- (a) un montant payable périodiquement, que ce soit annuellement ou autrement, et pendant une période indéfinie ou limitée, ou jusqu'à la présentation d'un événement déterminé;
- (b) une somme globale à payer ou à garder en fiducie;
- (c) toute propriété déterminée à être cédée ou en fiducie ou dévolue à une personne à charge d'une façon absolue, à vie ou pendant une période d'années;
- (d) toute question pouvant faire l'objet d'une ordonnance, en vertu des clauses *a* à *d* du paragraphe 1 de l'article 45 et sous réserve du paragraphe 3 dudit article;
- (e) que l'argent en totalité ou en partie, payable en vertu de l'ordonnance, soit payé au tribunal ou à toute autre personne ou agence appropriée au profit de la personne à charge;
- (f) le paiement de soutien à être effectué relatif à toute période avant la date de l'ordonnance;
- (g) le paiement à une agence mentionnée au paragraphe 3 de l'article 18 de tout montant pour le remboursement d'une prestation ou aide mentionnée au même paragraphe, y compris un montant pour le remboursement d'une telle prestation ou aide fournie avant la date de l'ordonnance;
- (h) le paiement des dépenses en rapport avec les soins prénatals et la naissance d'un enfant;

| | |
|--|---|
| | (i) que l'obligation et la responsabilité pour le soutien continuent après le décès de l'intimé et soient une dette de sa succession pendant une période telle que stipulée dans l'ordonnance; |
| S.R.O. 1970 c. 224 | (j) qu'un conjoint qui a une police d'assurance-vie telle que définie à la partie V de la Loi sur l'assurance (<i>The Insurance Act</i>), désigne irrévocablement l'autre conjoint ou un enfant comme le bénéficiaire, et |
| | (k) la garantie du paiement en vertu de l'ordonnance en mettant un droit de nantissement sur la propriété ou autrement. |
| Restriction sur la juridiction du tribunal de la famille | (2) Une cour provinciale (division familiale) ne doit pas ordonner en vertu des clauses <i>b</i> , <i>c</i> , <i>j</i> ou <i>k</i> du paragraphe 1 sauf pour la fourniture de nécessités ou pour éviter que la personne à charge devienne une personne assistée par fonds publics. |
| Ordonnances provisoires | (3) Lorsqu'une demande est faite en vertu de l'article 18, le tribunal peut donner des ordonnances provisoires qu'il juge appropriées. |
| Assignation du soutien | (4) Une ordonnance de soutien est cessible à une agence mentionnée au paragraphe 3 de l'article 18. |
| Cessation de l'ordonnance de soutien au décès | (5) À moins qu'une ordonnance de pourvoir au soutien le stipule autrement, elle se termine lors du décès de la personne ayant l'obligation de pourvoir au soutien et la responsabilité pour les montants en vertu de l'ordonnance qui viennent à échéance et qui sont non payés dans les douze mois précédents est une dette de sa succession. |
| Effet des actions en divorce S.R.C. 1970 c. D-8 | 20.—(1) Lorsqu'une action en divorce a débuté en vertu de la Loi sur le divorce (Canada), toute demande pour soutien ou garde en vertu de la présente partie qui n'a pas été résolue est suspendue sauf par autorisation du tribunal. |
| Idem | (2) Lorsqu'un mariage est résilié par un jugement irrévocable de divorce ou déclaré nul et la question de soutien n'a pas été judiciairement décidée dans le divorce ou le procès en nullité, une ordonnance de soutien faite en vertu de la présente partie continue d'être en vigueur selon ses termes. |
| Révision et modification des ordonnances | 21.—(1) Lorsqu'une ordonnance de soutien a été faite ou confirmée et lorsque le tribunal est convaincu qu'il y a eu un changement sensible dans les circonstances de la personne à charge ou de l'intimé ou que la preuve est devenue possible lorsque celle-ci n'était pas disponible lors de l'audience précédente, le tribunal peut, suite à la demande de toute personne nommée dans l'ordonnance ou mentionnée au paragraphe 3 de l'article 18, |

rescinder, modifier ou suspendre toute disposition de l'ordonnance, en perspective ou rétroactivement, exonérer l'intimé du paiement des arriérés en totalité ou en partie ou de tout intérêt échu respectif et d'émettre toute autre ordonnance en vertu de l'article 19 que le tribunal considère appropriée dans les circonstances prévues à l'article 18.

(2) Une demande en vertu du paragraphe 1 doit être effectuée à la cour qui a émis l'ordonnance ou à une cour équivalente, dans une autre partie de l'Ontario.

Tribunal

(3) Aucune demande en vertu du paragraphe 1 ne doit être faite dans les six mois après l'ordonnance de soutien ou la résolution de toute autre demande en vertu du paragraphe 1 relatif à la même ordonnance, sauf par autorisation du tribunal.

Restriction sur les demandes de révision

(4) Le présent article s'applique aux ordonnances d'entretien ou de pension alimentaire faites avant l'entrée en vigueur du présent article ou dans une procédure commencée avant l'entrée en vigueur du présent article.

Ordonnances existantes

22. Dans une demande en cours ou en attente d'être déposée en vertu de l'article 18 ou la comparution suite à une signification en vertu de l'article 28 ou lorsqu'une ordonnance de soutien a été effectuée, le tribunal peut donner des ordres provisoires ou finals qu'il juge nécessaires pour éviter le dessaisissement ou le gaspillage de biens qui détériorerait ou irait à l'encontre de la réclamation ou de l'ordonnance pour le paiement du soutien.

Ordonnances d'interdiction

23.—(1) Lorsqu'une demande est faite en vertu de l'article 18 ou 21, chaque partie devra déposer au tribunal et signifier à l'autre partie un bilan vérifié sous serment ou une attestation divulguant les détails des renseignements financiers dans la manière et forme prescrites par les règlements du tribunal.

Bilan financier

(2) Lorsque, d'après le tribunal, la divulgation publique de tout renseignement requis d'être contenu dans une déclaration en vertu du paragraphe 1 causerait des tribulations à la personne qui fait la déclaration, le tribunal peut ordonner que la déclaration et tout contre-interrogatoire à son sujet avant l'audience soient traités comme confidentiels et ne fassent pas partie des archives publiques.

Ordonnance pour sceller la déclaration

24. Lorsqu'une demande est faite en vertu de l'article 18 et une signification est effectuée en vertu de l'article 28 et un juge du tribunal est convaincu que l'intimé ou le débiteur est sur le point de quitter l'Ontario, le juge peut émettre un mandat d'arrêt sous la forme prescrite par les règlements du tribunal pour l'arrestation de l'intimé ou du débiteur.

Évasion de l'intimé ou du débiteur

25.—(1) Lorsqu'une demande est effectuée en vertu de l'article 18 ou 21 dans une cour provinciale (division familiale) ou la Cour

Ordonnances provisoires

Unifiée de la Famille et:

- (a) l'intimé dans la demande manque de comparer;
- (b) il apparaît au tribunal que l'intimé réside dans un lieu en Ontario qui est en dehors de la juridiction territoriale de la cour; et
- (c) dans les circonstances présentes le tribunal juge que les questions peuvent être adéquatement résolues en poursuivant le procès en vertu du présent article,

le tribunal peut poursuivre le procès en l'absence de l'intimé et sans le bilan financier de l'intimé requis par l'article 23 et à la place d'une ordonnance finale peut donner une ordonnance de soutien qui est provisoire seulement et l'ordre n'a aucun effet jusqu'à sa confirmation par la cour provinciale (division familiale) ou la Cour Unifiée de la Famille dans le lieu de résidence de l'intimé.

Envoi des documents pour l'audience

(2) Lorsqu'une ordonnance provisoire est faite en vertu du paragraphe 1, le tribunal donnant l'ordonnance devra envoyer à la cour ayant juridiction dans le lieu de résidence de l'intimé, des copies des documents et archives, certifiées conformes aux règlements du tribunal.

Exposé des raisons

(3) Le tribunal à qui ont été envoyés les documents et les archives en vertu du paragraphe 2 devra les faire signifier à l'intimé avec un avis de déposer au tribunal un bilan financier requis par l'article 23 et d'apparaître en cour et d'exposer ses raisons pourquoi l'ordonnance provisoire devrait ne pas être confirmée.

Confirmation de l'ordonnance

(4) À l'audience, l'intimé peut présenter toute défense qui aurait pu être établie au cours des audiences à l'origine, mais si, lors de sa comparution, l'intimé manque de convaincre le tribunal que l'ordonnance ne devrait pas être confirmée, le tribunal peut confirmer l'ordonnance sans modification ou avec toute modification que le tribunal considère appropriée eu égard à toute preuve.

Remise à plus tard pour preuves supplémentaires

(5) Lorsque l'intimé comparaît devant le tribunal et persuade le tribunal qu'aux fins de toute défense ou pour entendre des preuves supplémentaires ou autres questions il est nécessaire de renvoyer le procès au tribunal où le requérant réside, le tribunal peut aussi remettre le procès et suspendre les procédures dans ce but.

Lorsque l'ordonnance n'est pas confirmée

(6) Lorsque l'intimé comparaît en cour et le tribunal, ayant entendu toutes les preuves, est de l'avis que l'ordonnance ne devrait pas être confirmée, le tribunal devra renvoyer le procès au tribunal qui a établi l'ordonnance avec une déclaration des raisons pour agir ainsi et dans ce cas le tribunal qui a établi l'ordonnance peut résoudre la demande de la manière qu'il considère appropriée.

(7) Des copies certifiées conformes des documents ou des archives aux fins du présent article et présentées pour être signées par le greffier du tribunal sont, sans la preuve des fonctions ou de la signature du greffier, admissibles en tant que preuves dans un tribunal à qui on les a transmises en vertu du présent article en tant que preuve, *prima facie*, de l'authenticité de la copie.

Certificats
en tant que
preuves

(8) Aucun appel n'est possible à partir d'une ordonnance provisoire effectuée en vertu du présent article, mais lorsqu'une ordonnance est confirmée en vertu du présent article, la personne touchée par ladite ordonnance a le même droit d'appel qu'elle aurait eu si l'ordonnance avait été faite en vertu de l'article 19.

Droit
d'appel

26.—(1) Lorsqu'il apparaît au tribunal que,

Accès aux
archives

(a) aux fins de faire une demande en vertu de la présente partie; ou

(b) aux fins d'exécution d'une ordonnance de soutien, de garde ou d'accès,

le requérant proposé ou la personne en faveur de laquelle l'ordonnance est faite a besoin de connaître ou confirmer le lieu où se trouve l'intimé proposé ou la personne contre laquelle l'ordonnance a été établie, le tribunal peut ordonner toute personne ou agence publique de fournir au tribunal tous les renseignements sur l'adresse tels que contenus dans les archives sous sa garde et la personne ou l'agence devra fournir au tribunal de tels renseignements selon sa capacité de les fournir.

Obligations
de la
Couronne

(2) Le présent article lie la Couronne du chef de l'Ontario.

27.—(1) Le greffier de la Cour Unifiée de la Famille ou d'une cour provinciale (division familiale), suite à la requête d'une personne ayant droit au soutien en vertu d'une ordonnance de soutien ou d'entretien exécutoire en Ontario, ou autres personnes ou agence mentionnées au paragraphe 3 de l'article 18 et suite au dépôt de tout document tel que prescrit par les règlements du tribunal, peut faire exécuter l'ordonnance.

Exécution
des
ordonnances
par le
greffier
de la cour
de la
famille

(2) Aux fins d'exécuter une ordonnance déposée en vertu du paragraphe 1, une cour provinciale (division familiale) a le pouvoir d'émettre une exécution et une saisie-arrêt conformément aux règlements du tribunal et l'article 145 de la Loi sur les tribunaux des petites créances (*The Small Claims Courts Act*) et le paragraphe 3 de l'article 4 de la loi sur l'aide aux créanciers (*The Creditors' Relief Act*) s'applique à la saisie-arrêt émise par la cour provinciale (division familiale).

Pouvoir
d'exécution
du tribunal

S.R.O. 1970
c. 439,97

(3) Nonobstant l'article 25 de la Loi sur les procédures contre la Couronne, (*The Proceedings Against the Crown Act*) une ordonnance de

Couronne
soumise à une
ordonnance
de saisie
pour soutien
S.R.O. 1970,
c. 365

saisie en vertu du paragraphe 1 de l'article 30 et toute autre exécution, saisie-arrêt ou toute ordonnance de saisie ou procédé similaire pour le paiement d'un montant étant dû ou venant à échéance en vertu d'une ordonnance de soutien ou d'entretien peut être émis contre la Couronne.

Examen
du débiteur

28.—(1) Lorsqu'il y a défaut dans le paiement pour soutien ou entretien, un greffier de la Cour Unifiée de la Famille ou une cour provinciale (division familiale) peut exiger qu'un débiteur, après signification,

- (a) dépose un bilan financier prévu à l'article 23;
- (b) se soumette à un examen relatif aux biens et moyens;
- (c) compareisse devant le tribunal pour expliquer le défaut.

Obligation
de présence

(2) Si le débiteur manque de comparaître comme exigé après avoir reçu signification, ou si le tribunal est convaincu que le débiteur ne peut être signifié ou s'il a l'intention de quitter l'Ontario sans comparaître comme requis après avoir reçu signification, le tribunal responsable de la signification, peut émettre un mandat d'arrêt du débiteur afin d'obliger la présence.

Amende
pour défaut

29.—(1) Lorsque le débiteur manque de convaincre le tribunal que le défaut est dû à son incapacité de payer et lorsque le tribunal est convaincu que tous les autres moyens pratiques qui sont possibles en vertu de la présente loi pour recouvrer le paiement ont été considérés, le tribunal peut,

- (a) ordonner l'emprisonnement pendant une période de pas plus de quatre-vingt-dix jours à subir d'une manière intermittente ou comme ordonné par le tribunal, ou
- (b) donner d'autres ordonnances identiques à celles effectuées sur déclaration sommaire de culpabilité pour une condamnation passible d'emprisonnement.

Conditions
de la
condamnation

(2) L'ordonnance d'emprisonnement en vertu du paragraphe 1 peut être rendue conditionnelle suite au défaut dans l'exécution d'une condition stipulée dans l'ordonnance, y compris l'exécution d'une ordonnance de service communautaire.

Saisie
sur
salaire

30.—(1) Lorsque le tribunal le juge approprié dans une procédure en vertu de l'article 28, le tribunal peut faire émettre une ordonnance de saisie donnant les instructions à l'employeur du débiteur de déduire de toute rémunération du débiteur échue au moment où l'ordonnance a été signifiée à l'employeur ou échue ou venant à échéance ultérieurement la somme telle que mentionnée dans l'ordonnance et de payer au tribunal les montants déduits et l'article 7 de la Loi sur les salaires (*The Wages Act*) ne s'applique pas.

S.R.O. 1970
c. 486

(2) Lorsqu'une demande est faite en vertu de l'article 21, le tribunal peut rescinder, modifier ou suspendre toute disposition d'une ordonnance faite en vertu du paragraphe 1.

Modification de saisie

(3) Une ordonnance en vertu du paragraphe 1 a priorité sur toute autre saisie-arrêt ou une ordonnance de saisie de salaires se présentant avant ou après la signification de l'ordonnance.

Priorité des ordonnances

31. Lorsque le tribunal le considère approprié dans une procédure en vertu de l'article 28, le tribunal peut ordonner le débiteur de donner une caution pour le paiement de soutien ou peut nantir toute propriété du débiteur avec paiement d'un montant pour fourniture des nécessités ou pour éviter que la personne à charge devienne une personne assistée par fonds publics.

Caution pour le paiement

32. Lorsqu'un tribunal exige une caution pour le paiement de soutien en vertu de la présente partie ou nantit une propriété y relative, le tribunal peut, suite à la sollicitation et à la signification à toutes les personnes possédant un droit sur la propriété, ordonner sa vente aux fins de convertir en espèces la caution ou le nantissement.

Réalisation de la caution

33.—(1) Pendant la cohabitation, un conjoint a l'autorité de se rendre lui-même et son époux conjointement et solidairement responsables à une tierce personne pour les nécessités de la vie, sauf lorsque le conjoint a signifié à la tierce personne qu'il a retiré l'autorité.

Nantissement du crédit pour les nécessités

(2) Lorsqu'une personne est en droit de recouvrer d'un enfant mineur en rapport avec la fourniture des nécessités pour un mineur, chaque parent qui a l'obligation de soutien du mineur est responsable conjointement et solidairement avec le mineur.

Responsabilité pour les nécessités d'un enfant mineur

(3) Lorsque des personnes sont conjointement et solidairement responsables envers l'un l'autre en vertu du présent article, leur responsabilité envers l'un l'autre sera déterminé en vertu de leur obligation à pourvoir au soutien.

Recouvrement entre personnes conjointement responsables

(4) Les dispositions du présent article s'appliquent à la place des règlements du common law selon lesquels une femme peut nantir le crédit de son mari.

Common law supplanté

34. Suite à une demande, un tribunal peut ordonner le conjoint du requérant d'arrêter de molester, d'importuner ou de harceler le requérant ou les enfants sous la garde du requérant et peut exiger que le conjoint du requérant fournisse une caution personnelle jugée appropriée par le tribunal.

Ordonnance d'arrêter de harceler

35.—(1) Suite à une demande, le tribunal peut ordonner soit l'un des parents soit toute personne d'avoir la garde d'un enfant et d'avoir accès à l'enfant en vue de répondre aux meilleurs intérêts de

Garde des enfants

l'enfant et peut à tout moment altérer, modifier ou rescinder l'ordonnance.

Cour

(2) Une demande pour altérer, modifier ou rescinder l'ordonnance doit être faite à la cour qui a émis l'ordonnance ou à une cour équivalente, dans une autre partie de l'Ontario.

Ordonnances provisoires

(3) Lorsqu'une demande est faite en vertu du paragraphe 1, le tribunal peut faire des ordonnances provisoires qu'il juge appropriées.

Application aux ordonnances en vertu des S.R.O. 1970 c. 128

(4) Le présent article s'applique aux ordonnances pour la garde ou l'accès effectuées en vertu de la Loi sur l'entretien des épouses et des enfants abandonnés (*The Deserted Wives' and Children's Maintenance Act*).

Appel sur l'ordonnance de la cour provinciale (division familiale)

(36) Une ordonnance de la cour provinciale (division familiale) en vertu de la présente partie est passible d'un appel à une cour de comté ou de district dans le comté ou le district où se trouve la cour provinciale (division familiale).

Refus d'obtempérer aux ordonnances de la cour provinciale (division familiale)

37.—(1) En plus de son autorité relative aux refus d'obéir, chaque cour provinciale (division familiale) peut punir par une amende ou peine de prison, ou les deux, tout refus volontaire ou toute résistance à ses procédures, règlements ou ordonnances en vertu de la présente loi, mais pour tout outrage, l'amende ne doit pas dépasser \$1,000 et la peine de prison ne doit pas dépasser quatre-vingt-dix jours.

Conditions d'emprisonnement

(2) Une ordonnance pour peine de prison en vertu du paragraphe 1 peut être rendue conditionnelle suite au défaut d'exécuter une condition stipulée dans l'ordonnance et peut statuer que l'emprisonnement soit subi d'une manière intermittente.

PARTIE III MAISON MATRIMONIALE

Interprétation

38. Dans la présente partie, «propriété» désigne une propriété immobilière ou mobilière.

Maison matrimoniale

39.—(1) Une propriété dans laquelle une personne possède un droit et qui est ou a été occupée par la personne et son conjoint en tant que leur résidence familiale est leur maison matrimoniale.

Plus d'une maison matrimoniale

(2) Le paragraphe 1 est applicable bien que son application puisse se traduire par plus d'une maison matrimoniale.

Appartenance d'actions

(3) L'appartenance d'une action ou d'actions, ou d'un intérêt dans une action ou d'actions d'une corporation donnant droit au propriétaire à l'occupation d'un logement appartenant à la

corporation sera considérée être un droit dans le logement aux fins du paragraphe 1.

(4) Dans le cas où la propriété, qui inclut une maison matrimoniale, est normalement utilisée pour un but autre que résidentielle seulement, la maison matrimoniale est seulement la section de la propriété qui peut raisonnablement être considérée comme nécessaire à l'utilisation et l'agrément de la résidence.

Résidence sur une ferme, etc.

40.—(1) Un conjoint possède sur une base égale tout droit de possession de l'autre conjoint dans la maison matrimoniale.

Droit de possession

(2) Sous réserve d'une ordonnance du tribunal en vertu de la présente ou de toute autre loi et sous réserve d'un acte de séparation qui statue autrement, un droit d'un conjoint à la possession en vertu du paragraphe 1 cesse lorsque le conjoint cesse d'être un conjoint.

Expiration d'un droit de possession

41.—(1) Les deux conjoints peuvent, par acte instrumentaire sous la forme prescrite par les règlements, désigner toute propriété comme étant une maison matrimoniale et suite à l'enregistrement de l'acte instrumentaire et tant qu'une désignation faite par les conjoints en vertu du présent paragraphe ne soit pas annulée, toute autre propriété qui serait admissible en tant qu'une maison matrimoniale en vertu de l'article 39 et qui n'est désignée en tant que telle, cesse d'être une maison matrimoniale.

Désignation enregistrée d'une maison matrimoniale

(2) La propriété qui est désignée en tant qu'une maison matrimoniale en vertu du paragraphe 1 peut inclure toute propriété adjacente à la maison matrimoniale qui est décrite aux fins de l'acte instrumentaire.

Étendue de la désignation

(3) La désignation d'une maison matrimoniale en vertu du paragraphe 1 est annulée à la suite de l'enregistrement ou le dépôt de,

Annulation de la désignation

(a) un acte instrumentaire dans la forme prescrite par les règlements exécuté par les deux conjoints,

(b) un jugement irrévocable de divorce ou un jugement de nullité,

(c) une ordonnance en vertu de l'article 45 annulant la désignation; ou

(d) la preuve du décès de l'un des conjoints.

(4) Suite à l'annulation de la désignation d'une propriété en vertu du paragraphe 3, la propriété cesse d'être une maison matrimoniale en vertu de l'article 39.

Effet de l'annulation

(5) Une fois qu'il n'y a plus de désignation en vertu du

Remise en vigueur des maisons matrimoniales

paragraphe 1, l'article 39 s'applique en rapport avec la propriété qui est une maison matrimoniale.

Aliénation de la
maison
matrimoniale

42.—(1) Aucun conjoint ne peut se dessaisir d'un droit dans une maison matrimoniale ou de le nantir à moins que,

- (a) l'autre conjoint se joigne à l'acte instrumentaire ou consente à la transaction;
- (b) l'autre conjoint ait renoncé à tous ses droits en vertu de la présente partie par un acte de séparation;
- (c) la transaction soit autorisée par une ordonnance du tribunal ou une ordonnance ait été établie libérant la propriété en tant que maison matrimoniale; ou que
- (d) la propriété ne soit pas désignée en tant que maison matrimoniale en vertu de l'article 41 et qu'un acte instrumentaire désignant une autre propriété en tant que maison matrimoniale des conjoints soit enregistré en vertu de l'article 41 et ne soit pas annulé.

Rejet de la
transaction

(2) Lorsqu'un conjoint se dessaisit d'un droit dans une maison matrimoniale ou le nantit en violation du paragraphe 1, la transaction peut être rejetée suite à une demande en vertu de l'article 44 à moins que la personne détenant le droit ou le nantissement au moment de la demande en ait fait l'acquisition pour valeur, de bonne foi et sans avoir reçu la signification que la propriété était au moment du dessaisissement, accord ou nantissement, une maison matrimoniale.

Preuve que la
propriété n'est
pas une maison
matrimoniale

(3) Aux fins du paragraphe 2, un affidavit de la personne effectuant le dessaisissement ou le nantissement,

- (a) vérifiant qu'elle n'est pas, ou n'était pas, un conjoint au moment du dessaisissement ou du nantissement;
- (b) vérifiant que la propriété n'a jamais été occupée par la personne et son conjoint en tant que leur maison matrimoniale;
- (c) lorsque la propriété n'est pas désignée en vertu de l'article 41, vérifiant qu'un acte instrumentaire désignant une autre propriété comme une maison matrimoniale de la personne et son conjoint est enregistré en vertu de l'article 41 et n'est pas annulé; ou
- (d) vérifiant que l'autre conjoint a renoncé à tous les droits en vertu de la présente partie par un acte de séparation,

sera, à moins que la personne à qui le dessaisissement ou le nantis-

sement a été fait ait reçu la signification réelle d'un avis contraire, réputé être une preuve suffisante que la propriété n'est pas une maison matrimoniale.

(4) Le présent article ne s'applique pas à l'acquisition d'un droit sur une propriété par effet de la loi ipso jure ou d'un privilège en vertu de l'article 18 de la Loi sur l'aide légale (*The Legal Aid Act*).

Privilèges
dérivant de
la loi ipso jure
S.R.O. 1970
c. 239

43.—(1) Lorsqu'une personne entame une procédure pour la réalisation suite à un nantissement, privilège ou une exécution ou exécute une action en déchéance contre la propriété qui est une maison matrimoniale, le conjoint qui a un droit de possession en vertu de l'article 40 a le même droit de rachat ou de réparation contre l'action en déchéance que celui que possède l'autre conjoint et est en droit de recevoir une signification en ce qui concerne la réclamation et son exécution ou sa réalisation à laquelle l'autre conjoint a droit.

Droit de rachat
et à recevoir une
signification.

(2) Toute signification à laquelle un conjoint a le droit en vertu du paragraphe 1 sera réputée être suffisamment donnée si signifiée ou donnée en personne ou par envoi postal recommandé adressé à la personne à qui la signification doit être donnée à son adresse habituelle ou la dernière connue ou, lorsqu'il n'en existe aucune, à l'adresse de la maison matrimoniale, et, lorsque la signification est donnée ou envoyée par poste, la signification sera réputée avoir été faite le cinquième jour après le jour de la mise à la poste.

Signification

(3) Lorsqu'un conjoint fait tout paiement par voie de rachat ou réparation et à cause de rachat ou réparation contre l'action de déchéance en vertu du droit conféré par le paragraphe 1, le paiement devra être appliqué pour satisfaire la réclamation donnant lieu au nantissement, privilège, exécution ou action de déchéance.

Effet des
paiements
effectués par le
conjoint

(4) Nonobstant toute autre loi, lorsqu'une personne qui entame une procédure pour la réalisation suite à un nantissement, privilège, ou une exécution ou pour exécuter une action en déchéance n'a pas suffisamment de renseignements sur le conjoint y ayant droit en vertu du paragraphe 1 aux fins de la procédure, et une signification donnée en vertu du paragraphe 2 n'a pas reçu de réponse, la procédure peut continuer en l'absence du conjoint et sans considération du droit du conjoint et toute ordonnance finale dans la procédure, mettra fin aux droits du conjoint en vertu du présent article.

Continuation
des procédures
en l'absence du
conjoint

44. Le tribunal peut, suite à la demande d'un conjoint ou d'une personne ayant un droit sur la propriété, par ordonnance,

Pouvoirs du
tribunal relatifs
à l'aliénation

- (a) déterminer si la propriété est ou n'est pas la maison matrimoniale et dans quelle mesure, le cas échéant;

(b) autoriser le dessaisissement ou le nantissement de la maison matrimoniale lorsque le tribunal est convaincu que le conjoint dont le consentement est requis,

(i) ne peut pas être trouvé ou n'est pas disponible,

(ii) n'est pas capable de donner ou de refuser son consentement, ou

(iii) refuse catégoriquement son consentement,

sous réserve des modalités y compris la fourniture d'un autre hébergement comparable ou le paiement à sa place que le tribunal juge approprié.

(c) ne pas exiger tout avis dont la signification est requise en vertu de l'article 43; et

(d) ordonner le rejet de toute transaction dessaisissant ou nantissant un droit dans la maison matrimoniale contrairement au paragraphe 1 de l'article 42 et ordonner de rétablir le droit, en totalité ou en partie, dévolu sous réserve des modalités que le tribunal juge appropriées.

Ordonnance
pour la
possession d'une
maison
matrimoniale

45.—(1) Nonobstant l'appartenance d'une maison matrimoniale et de son contenu et nonobstant l'article 40, le tribunal suite à une demande peut, par ordonnance,

(a) stipuler qu'un conjoint reçoive la possession exclusive d'une maison matrimoniale dans sa totalité ou en partie à vie ou pour une période moindre selon les instructions du tribunal et libérer toute autre propriété qui est une maison matrimoniale d'après l'application de la présente partie;

(b) stipuler qu'un conjoint, à qui la possession exclusive d'une maison matrimoniale a été donnée, paye des montants périodiques à l'autre conjoint d'après les dispositions prescrites dans l'ordonnance;

(c) statuer que le contenu d'une maison matrimoniale en totalité ou partie, reste dans la maison pour être utilisé par la personne qui en a reçu possession;

(d) établir l'obligation de réparer et d'entretenir la maison matrimoniale ou de payer d'autres responsabilités afférentes;

(e) autoriser le dessaisissement ou le nantissement du droit

d'un conjoint dans une maison matrimoniale sous réserve du droit à la possession exclusive de l'autre conjoint comme exigé; et

(f) lorsqu'un faux affidavit est donné en vertu du paragraphe 3 de l'article 42, exiger,

(i) de la personne qui a juré le faux affidavit, ou

(ii) de toute personne qui a su au moment du serment que l'affidavit était faux et qui par la suite a fait cession de la propriété,

de remplacer par d'autre propriété immobilière la maison matrimoniale ou instruire ladite personne de mettre de côté de l'argent ou une caution pour tenir lieu de remplacement assujetti aux modalités que le tribunal juge appropriées.

(2) Une ordonnance peut être établie en vertu du paragraphe 1 pour la voie de recours temporaire ou en attente du dépôt ou la résolution d'une autre demande en vertu de la présente loi.

Possession
temporaire

(3) Une ordonnance en vertu du paragraphe 1 pour la possession exclusive peut être établie seulement si, selon l'opinion du tribunal, une autre disposition pour abri n'est pas adéquate dans les circonstances ou agir ainsi répond aux meilleurs intérêts d'un enfant.

Ordonnance où
il n'y a pas de
droit sur la
propriété

(4) Une cour provinciale (division familiale) ne devra pas établir une ordonnance en vertu de la clause *b* ou *d* de l'article 44 ou la clause *e* ou *f* du paragraphe 1.

Limite de la
juridiction de la
cour de famille

46.—(1) Suite à la demande par une personne nommée dans une ordonnance établie en vertu de la clause *a*, *b*, *c* ou *d* du paragraphe 1 de l'article 45 ou le représentant personnel d'une telle personne et lorsque le tribunal est convaincu qu'il y a eu un changement sensible dans les circonstances, le tribunal peut rescinder, modifier ou suspendre l'ordonnance.

Modification
de l'ordonnance
de possession

(2) Suite à la demande par une personne qui est soumise aux modalités imposées dans une ordonnance établie en vertu de la clause *b* de l'article 44 ou son représentant personnel et lorsque le tribunal est convaincu que les modalités ne sont plus adéquates, le tribunal peut rescinder, modifier ou suspendre les modalités.

Modifications
des conditions
de vente

47. Dans une demande en vertu de la présente partie, le tribunal peut établir une ordonnance provisoire lorsqu'il la considère nécessaire pour la restitution, la garde et la conservation de la maison matrimoniale ou de son contenu.

Ordonnance
provisoire pour
la conservation
de la propriété

48. Une ordonnance effectuée en vertu de la présente partie peut être enregistrée contre la propriété foncière en vertu de la Loi

Enregistrement
de l'ordonnance
S.R.O., 1970
c. 409, 234

d'enregistrement (*The Registry Act*) et la Loi sur les titres fonciers. (*The Land Titles Act*).

Application de
la partie

49.—(1) La présente partie s'applique aux maisons matrimoniales qui sont situées en Ontario.

Idem

(2) La présente partie s'applique bien que,

- (a) les conjoints se soient mariés avant l'entrée en vigueur de la présente partie;
- (b) la maison matrimoniale ait été acquise avant l'entrée en vigueur de la présente partie; ou
- (c) une action en vue de déterminer les droits entre conjoints sur la propriété ait été commencée ou décidée judiciairement avant l'entrée en vigueur de la présente partie.

PARTIE IV CONTRATS DOMESTIQUES

Interprétation

50. Dans la présente partie,

- (a) «entente de cohabitation» désigne un accord conclu en vertu de l'article 52;
- (b) «contrat domestique» désigne un contrat de mariage, un acte de séparation ou une entente de cohabitation;
- (c) «contrat de mariage» désigne un accord conclu en vertu de l'article 51;
- (d) «acte de séparation» désigne un accord conclu en vertu de l'article 53.

Contrats de
mariage

51.—(1) Deux personnes peuvent conclure un accord avant leur mariage ou pendant leur mariage lorsqu'elles cohabitent, dans lequel elles s'accordent sur leurs obligations et droits respectifs en vertu du mariage ou lors de la séparation ou l'annulation ou la dissolution du mariage ou lors du décès, y compris,

- (a) l'appartenance ou la division de la propriété;
- (b) les obligations de soutien;
- (c) le droit d'orienter l'éducation et la formation morale de leurs enfants, mais non le droit de garde ou d'accès de leurs enfants; et
- (d) toute autre modalité dans le règlement de leurs affaires.

(2) Toute disposition dans le contrat de mariage conçue pour réduire les droits d'un conjoint en vertu de la partie III relativement à une maison matrimoniale est nulle.

Droits relatifs à la maison matrimoniale exclus

52.—(1) Un homme et une femme qui cohabitent et qui ne sont pas mariés l'un à l'autre peuvent conclure un accord dans lequel ils s'accordent sur leurs obligations et droits respectifs pendant la cohabitation ou lorsque la cohabitation cesse ou lors du décès, y compris,

Ententes de cohabitation

- (a) l'appartenance ou la division de la propriété;
- (b) les obligations de soutien;
- (c) le droit d'orienter l'éducation et la formation morale de leurs enfants, mais non le droit de garde ou d'accès de leurs enfants; et
- (d) toute autre modalité dans le règlement de leurs affaires.

(2) Lorsque les parties d'une entente conclue en vertu du paragraphe 1 se marient par la suite, l'accord sera réputé être un contrat de mariage.

Effet du mariage sur l'entente

53. Un homme et une femme qui ont cohabité et vivent séparés et éloignés peuvent conclure un accord dans lequel ils s'accordent sur leurs obligations et droits respectifs, y compris,

Actes de séparation

- (a) l'appartenance ou la division de la propriété;
- (b) les obligations de soutien;
- (c) le droit d'orienter l'éducation et la formation morale de leurs enfants;
- (d) le droit de garde et d'accès de leurs enfants et
- (e) toute autre modalité dans le règlement de leurs affaires.

54.—(1) Un contrat domestique et tout acte et toute entente de modifier ou de rescinder un contrat domestique est nul à moins qu'ils soient établis par écrit et signés en présence d'un témoin par les personnes solidaires du contrat domestique.

Forme du contrat

(2) Un mineur qui a la capacité de se marier a la capacité de conclure un contrat de mariage ou un acte de séparation qui est approuvé par le tribunal, que l'approbation soit donnée avant ou après l'entrée en vigueur du contrat.

Capacité d'un enfant mineur

(3) Le curateur d'une personne qui est incompétente mentalement ou, si le curateur est le conjoint d'une telle personne

Accord au nom de personne incompétente mentalement

ou s'il n'y a pas de curateur, le fidéi-commissariat officiel peut, sous réserve de l'approbation du tribunal, conclure un contrat domestique ou donner toute renonciation ou consentement en vertu de la présente loi au nom de la personne incompétente mentalement.

Contrats
assujettis aux
meilleurs
intérêts de
l'enfant

55.—(1) Dans la résolution de tout sujet relatif au soutien, à l'éducation, la formation morale, la garde ou l'accès des enfants, le tribunal peut rejeter toute disposition d'un contrat domestique afférent où, d'après l'opinion du tribunal, agir ainsi est dans les meilleurs intérêts de l'enfant.

Clauses *dum
casta*

(2) Une disposition dans un acte de séparation ou une disposition dans un contrat de mariage applicable lors de la séparation par laquelle tout droit d'un conjoint dépend de conserver sa chasteté est nulle, mais le présent paragraphe ne devra pas être considéré exercer une influence sur une éventualité lors du remariage ou la cohabitation avec quelqu'un d'autre.

Idem

(3) Une disposition dans un acte de séparation effectué avant l'entrée en vigueur du présent article par laquelle tout droit d'un conjoint dépend de conserver sa chasteté sera appliquée en tant qu'éventualité lors du remariage ou la cohabitation avec quelqu'un d'autre.

Droits des
donneurs de
cadeaux

56. Lorsqu'un contrat domestique stipule que des cadeaux déterminés effectués à l'une ou aux deux parties ne peuvent être dessaisis ou nantis sans le consentement du donneur, le donneur sera réputé être une partie du contrat aux fins de l'exécution ou de toute modification de la disposition.

Contrats
effectués en
dehors de
l'Ontario

57. La manière et les formalités de l'établissement d'un contrat domestique et sa validité et son efficacité essentielles sont régies par la propre loi du contrat sauf que

- (a) un contrat dont la propre loi est celle d'une juridiction en dehors de l'Ontario, est aussi valable et exécutoire en Ontario s'il a été conclu conformément à la législation intérieure de l'Ontario;
- (b) le paragraphe 4 de l'article 18 et l'article 55 s'appliquent en Ontario aux contrats dont la propre loi est celle d'une juridiction en dehors de l'Ontario; et
- (c) une disposition dans un contrat de mariage ou une entente de cohabitation relatif au droit de garde ou d'accès des enfants n'est pas valable ou exécutoire en Ontario.

Accords de
paternité

58.—(1) Lorsqu'un homme et une femme qui ne sont pas conjoints concluent un accord pour,

- (a) le paiement des dépenses des soins prénatals et de la naissance en rapport avec un enfant;
- (b) l'entretien d'un enfant, ou
- (c) les frais d'enterrement de l'enfant ou de la mère,

suite à une demande d'une partie de l'accord ou d'une société d'aide aux enfants effectuée à une cour provinciale (division familiale) ou à la Cour unifiée de la famille, le tribunal peut incorporer l'accord dans une ordonnance, et la partie II s'applique à l'ordonnance de la même manière que si c'était une ordonnance pour le soutien effectuée en vertu de la présente partie.

(2) Lorsqu'une demande est faite en vertu du paragraphe 1 et qu'un juge est convaincu que l'intimé est sur le point de quitter l'Ontario, le juge peut émettre un mandat d'arrêt de l'intimé dans une forme prescrite par les règlements du tribunal.

Intimé
contumace

(3) Un enfant mineur qui a la capacité de se marier a la capacité de conclure un accord en vertu du paragraphe 1 qui est approuvé par le tribunal, que l'approbation soit donnée avant ou après l'entrée en vigueur de l'accord.

Capacité d'un
enfant mineur

(4) Cet article s'applique aux accords mentionnés au paragraphe 1 qui ont été conclus avant l'entrée en vigueur de la présente partie.

Application
des accords
existant
auparavant

59.—(1) Une acte de séparation ou un contrat de mariage effectué en bonne et due forme avant l'entrée en vigueur de la présente partie sera réputé être un contrat domestique aux fins de la présente loi.

Application de
la loi aux
contrats existant
auparavant

(2) Lorsqu'un contrat domestique est conclu conformément à la présente partie avant l'entrée en vigueur de cette dernière et

Contrats
effectués avant
l'entrée en
vigueur de la
partie

- (a) le contrat en totalité ou en partie serait valable si conclu après l'entrée en vigueur de la présente partie; et
- (b) le contrat en totalité ou en partie est conclu en contemplation de l'entrée en vigueur de la présente partie,

le contrat en totalité ou en partie n'est pas non-valable pour la simple raison qu'il a été conclu avant l'entrée en vigueur de la présente partie.

(3) Lorsque, conformément à une entente ou accord conclus avant l'entrée en vigueur de la présente partie par les conjoints qui vivent séparés et éloignés, la propriété est cédée, entre-eux, la cession est valable comme si elle était effectuée conformément à un contrat domestique.

Idem

PARTIE V

RÉCLAMATION DES PERSONNES À CHARGE POUR DOMMAGES-INTÉRÊTS

Droit des
personnes à
charge de
poursuivre pour
cause de
préjudice

60.—(1) Lorsqu'une personne est blessée ou tuée par défaut ou négligence d'une autre personne dans des circonstances où la personne est en droit de recouvrer les dommages-intérêts, ou aurait été en droit si elle n'avait pas été tuée, le conjoint, comme défini à la partie II, les enfants, les grands-enfants, les parents, les grands-parents, les frères et les soeurs de la personne sont en droit de recouvrer leur perte pécuniaire suite à la blessure ou au décès, de la personne de laquelle la personne blessée ou décédée est en droit de recouvrer ou serait en droit de recouvrer si elle n'avait pas été tuée, et d'intenter une action à ces fins dans une cour ayant la juridiction compétente. S.R.O. 1970, c. 164, a. 3(1) *amendé*.

Dommages-
intérêts dans
le cas de
blessure

(2) Les dommages-intérêts recouvrables dans une réclamation en vertu du paragraphe 1 peuvent inclure,

- (a) les débours réels encourus sur une base raisonnable pour le profit de la personne blessée;
- (b) une indemnité raisonnable pour les frais de déplacement encourus réellement pour visiter la personne blessée pendant le traitement ou la convalescence;
- (c) lorsqu'à la suite de la blessure, la partie requérante fournit les soins infirmiers, le travail ménager ou tout autre service pour la personne blessée, une indemnité raisonnable pour la perte de revenu ou la valeur des services; et
- (d) une somme pour compenser la perte d'orientation, de soins et de compagnie que la partie requérante aurait pu raisonnablement s'attendre à recevoir de la personne blessée si la blessure n'avait pas eu lieu.

Négligence
contributoire

(3) Dans une action en vertu du paragraphe 1, le droit à des dommages-intérêts est assujéti à toute allocation des dommages-intérêts dus à la faute ou la négligence contributoire de la personne qui a été blessée ou tuée. *Nouveau*

Une seule
action et
restriction des
actions

(4) Pas plus d'une action peut être soutenue en vertu du paragraphe 1 pour et en rapport avec le même événement et une telle action ne pourra pas être entamée après l'expiration d'une période de deux ans à partir du moment où la cause pour action s'est présentée. S.R.O. 1970, c. 164, a. 5; 1975, c. 38, a. 1.

Exécuteur
poursuivant en
cas de décès

61.—(1) Une action en vertu du paragraphe 1 de l'article 60 en rapport avec une personne qui a été tuée devra être débutée par l'exécuteur ou l'administrateur du défunt et au nom de l'exécuteur ou de l'administrateur pour le profit des personnes en droit de

recouvrer en vertu du paragraphe 1 de l'article 60. S.R.O. 1970, c. 164, a. 3, *partie, amendée*.

(2) S'il n'y a pas d'exécuteur ou d'administrateur du défunt ou s'il y a un exécuteur ou un administrateur et qu'aucune action n'est, dans les six mois qui suivent le décès du défunt, intentée par l'exécuteur ou l'administrateur, l'action peut être entamée par toutes personnes ou l'une d'entre elles qui auraient été les bénéficiaires de l'action si elle avait été intentée par l'exécuteur ou l'administrateur.

Moment où une action peut être intentée par les personnes bénéficiaires

(3) Chaque action ainsi intentée est destinée aux mêmes bénéficiaires et est assujettie aux mêmes règlements et procédures, aussi proches que possible, si elle avait été intentée par l'exécuteur ou l'administrateur. S.R.O. 1970, c. 164, a. 7.

Règlements et procédures dans un tel cas

62.—(1) Lorsqu'une action est entamée en vertu de l'article 60, la partie demanderesse devra, dans sa déclaration de réclamation, nommer et joindre la réclamation de toute autre personne qui est en droit de soutenir une cause en vertu de l'article 60 relativement à la même blessure ou au même décès, de ce fait une telle personne devient une partie dans l'action.

Réclamations solidaires

(2) Une personne qui entame une action en vertu de l'article 60 devra déposer avec la déclaration de réclamation un affidavit mentionnant qu'en vertu de renseignements qu'elle tient pour véridiques, les personnes nommées sur la déclaration de réclamation sont les seules personnes qui sont en droit ou prétendent d'avoir droit aux dommages-intérêts en vertu de l'article 60. S.R.O. 1970, c. 164, a. 6(1,2) *amendé*.

Affidavit

63.—(1) La partie défenderesse peut payer au tribunal une somme d'argent en tant que compensation pour sa faute ou négligence à toutes les personnes ayant droit à la compensation sans spécifier les parts dans lesquelles l'argent doit être divisé. S.R.O. 1970, c. 164, a. 4.

Méthode de paiement au tribunal

(2) Lorsque la compensation n'a pas été autrement répartie, un juge peut, sur demande, la répartir entre les personnes y ayant droit.

Répartition

(3) Le juge peut à sa discrétion reporter la distribution de l'argent aux mineurs y ayant droit et peut ordonner le paiement à partir du fonds non divisé. S.R.O. 1970, c. 164, a. 8.

Moment où le paiement peut être reporté

64.—(1) En évaluant les dommages-intérêts dans une action intentée en vertu de la présente partie, le tribunal ne devra pas prendre en considération toute somme payée ou payable relative au décès ou à la blessure, en vertu d'un contrat d'assurance.

Évaluation des dommages-intérêts, assurance

(2) Aux fins de la présente partie, les dommages-intérêts peuvent

Frais de funérailles

être accordés pour des dépenses raisonnables encourues réellement pour l'enterrement de la personne dont le décès a engendré l'action intentée. S.R.O. 1970, c. 164, a. 3(2,3) *amendé*.

PARTIE VI AMENDEMENTS AU COMMON LAW ET À LA LÉGISLATION

Abolition de
l'unité de
personnalité
juridique

65.—(1) Aux fins de la loi de l'Ontario, un homme marié a une personnalité juridique qui est indépendante, séparée et distincte de celle de sa femme et une femme mariée a une personnalité juridique qui est indépendante, séparée et distincte de celle de son mari.

Capacité d'une
personne mariée

(2) Une personne mariée a la capacité légale et on devra la lui accorder à toutes fins et sous tous les respects comme si une telle personne était une personne non mariée. 1975, c. 41, a. 1(1,2).

Idem

(3) Sans restreindre la généralité des paragraphes 1 et 2,

(a) chacune des parties à un mariage a le même droit d'action en préjudice contre l'autre comme si elles étaient non mariées,

(b) une femme mariée est capable de servir de tuteur ou de représentant *ad litem* comme si elle était une femme non mariée, 1975, c. 41, a. 1(3), *partie*,

(c) les mêmes règlements devront être appliqués pour déterminer le domicile d'une femme mariée comme pour un homme marié.

But des
paragraphes
1, 2

(4) Le but des paragraphes 1 et 2 est d'appliquer la même loi, et de l'appliquer sur une base égale aux hommes mariés et aux femmes mariées et d'enlever toute différence afférente dérivant de tout règlement ou doctrine du Common Law et les paragraphes 1 et 2 devront être interprétés ainsi. 1975, c. 41, a. 1(4).

Actions entre
parent et enfant

66. Aucune personne ne devra être dépossédée de son droit d'intenter une action ou toute autre procédure contre l'autre pour la seule raison qu'ils se trouvent dans une relation de parent et d'enfant. 1975, c. 41, a. 3.

Recouvrement
pour les
blessures
prénatales

67. Aucune personne ne devra être dépossédée du droit de recouvrer des dommages relatifs aux blessures encourues pour la seule raison que les blessures se sont produites avant sa naissance. 1975, c. 41, a. 4.

Domicile
des mineurs

68.—(1) Sous réserve du paragraphe 2, un enfant qui est un mineur,

| | |
|--|---|
| (a) prend le domicile de ses parents, lorsque les deux parents ont un domicile commun; | |
| (b) prend le domicile du parent avec lequel l'enfant réside habituellement, lorsque l'enfant réside avec un parent seulement; | |
| (c) prend le domicile du père, lorsque le domicile de l'enfant ne peut pas être déterminé en vertu de la clause a ou b; ou | |
| (d) prend le domicile de la mère, lorsque le domicile de l'enfant ne pas être déterminé en vertu de la clause c. | |
| (2) Le domicile d'un mineur qui est ou a été un conjoint devra être déterminé de la même manière que si le mineur avait atteint la majorité. | Idem |
| 69.— (1) Aucune action ne devra être intentée pour conversation criminelle ou pour tous dommages-intérêts en résultant ou de l'adultère. | Conversation criminelle abolie |
| (2) Aucune action ne devra être intentée par une personne mariée pour la séduction ou l'hébergement du conjoint d'une telle personne ou pour tous dommages-intérêts en résultant. | Séduction et hébergement abolis |
| (3) Aucune action ne devra être intentée par une personne mariée pour la perte de communauté conjugale de son conjoint ou pour tous dommages-intérêts en résultant. | Perte de communauté conjugale abolie |
| (4) Aucune action ne devra être intentée par un parent pour la séduction, l'hébergement, le détournement ou la déchéance de services de son enfant ou pour tous dommages-intérêts en résultant. | Séduction, hébergement, détournement déchéance de services d'un enfant abolis |
| (5) La Loi sur la séduction, (<i>The Seduction Act</i>) étant le chapitre 428 des Statuts révisés de l'Ontario, 1970 et l'alinéa 30 de l'avenant à la Loi sur l'âge de la majorité et sur la responsabilité, 1971, (<i>The Age of Majority and Accountability Act, 1971</i>) étant le chapitre 98, sont abrogés. | S.R.O. 1970, c. 428, 1971, c. 98, Avenant alinéa 30 abrogé |
| (6) L'article 59 de la Loi sur l'organisation judiciaire (<i>The Judiciary Act</i>), étant le chapitre 228 des Statuts révisés de l'Ontario, 1970, est modifié en rayant «criminal conversation, seduction» dans la première ligne. | S.R.O. 1970, c. 228, a. 5g amendé |
| 70.— (1) Le droit au douaire d'une veuve en vertu du common law est aboli par les présentes. | Douaire aboli |
| (2) La Loi sur le douaire (<i>The Dower Act</i>), étant le chapitre 135 des Statuts révisés de l'Ontario, 1970 et l'alinéa 11 de l'avenant à la Loi sur l'âge de la majorité et sur la responsabilité, 1971 (<i>The Age of Majority and Accountability Act, 1971</i>), étant le chapitre 98 sont | S.R.O. 1970 c. 135; 1971, c. 98 Avenant alinéa 11 abrogé |

abrogés.

S.R.O. 1970
c. 152, a. 28(2)
abrogé

(3) Le paragraphe 2 de l'article 28 de la Loi sur l'exécution (*The Execution Act*), étant le chapitre 152 des Statuts révisés de l'Ontario, 1970, est abrogé.

Droit au
douaire
dévolu

(4) Les paragraphes 1, 2 et 3 ne s'appliquent pas relativement au droit au douaire qui a été dévolu avant l'entrée en vigueur des paragraphes 1 et 2.

Rembourse-
ment des
indemnités
détenues par le
comptable
pour le douaire

(5) Lorsque de l'argent a été payé au tribunal en tant qu'indemnité relative au droit au douaire qui n'a pas été dévolu avant l'entrée en vigueur du présent article, le mari de la personne relativement au douaire de laquelle l'argent a été payé au tribunal est en droit de recevoir l'argent sur demande au comptable du tribunal, sans ordonnance.

Pension
alimentaire
abolie

71.—(1) Le droit d'une femme mariée à la pension alimentaire en vertu de toute loi existant avant l'entrée en vigueur du présent article est aboli par les présentes.

Continuation
d'une action
entamée

(2) Lorsqu'une action pour pension alimentaire a été entamée avant l'entrée en vigueur du paragraphe 1 et aucune preuve a été entendue dans l'action avant l'entrée en vigueur de la présente loi, autre que celle d'une ordonnance provisoire, l'action sera réputée être une demande en vertu de la Partie II sous réserve des instructions que le tribunal considère appropriées.

Mariages
polygames

72. La présente loi s'applique aux personnes dont le mariage était réellement ou potentiellement polygame si le mariage était célébré dans une juridiction dont le régime de loi reconnaît la validité du mariage.

S.R.O. 1970
c. 64, a. 27(4)
modifié

73.—(1) Le paragraphe 4 de l'article 27 de la Loi sur le bien-être de l'enfant (*The Child Welfare Act*) étant le chapitre 64 des Statuts révisés de l'Ontario, 1970, est modifié en rayant «The Deserted Wives' and Children's Maintenance Act» et en incorporant à sa place «la Partie II de la Loi portant réforme sur le droit de la famille, 1978».

Partie III
abrogée

(2) La partie III de ladite loi, telle que modifiée par les Statuts de l'Ontario, 1971, chapitre 98, avenant, alinéa 6, sous-alinéa ii, 1972, chapitre 109, article 6, 1973, chapitre 75, article 5 et 1975, chapitre 1, articles 25, 26, 27 et 28 est abrogée.

S.R.O. 1970
c. 67; 1971,
c. 98 a. 18(2)
abrogés

74. La Loi sur l'entretien des enfants (*The Children's Maintenance Act*), étant le chapitre 67 des Statuts révisés de l'Ontario, 1970 et le paragraphe 2 de l'article 18 de la Loi sur l'âge de la majorité et de la responsabilité, 1971 (*The Age of Majority and Accountability Act, 1971*), étant le chapitre 98, sont abrogés.

| | |
|---|---|
| <p>75. L'article 4 de la Loi sur l'aide aux créanciers (<i>The Creditors Relief Act</i>), étant le chapitre 97 des Statuts révisés de l'Ontario, 1970, est modifié en y ajoutant le paragraphe suivant:</p> | <p>S.R.O. 1970 c. 97, a. 4(9) modifié</p> |
| <p>(9) Le présent article ne s'applique pas à une saisie faite en vertu de l'article 30 de la Loi portant réforme sur le droit de la famille, 1978.</p> | <p>1978, c. . exempté</p> |
| <p>76. La Loi sur l'entretien des épouses et des enfants abandonnés (<i>The Deserted Wives' and Children's Maintenance Act</i>) étant le chapitre 128 des Statuts révisés de l'Ontario, 1970, paragraphe 1 de l'article 18 de la Loi sur l'âge de la majorité et de la responsabilité, 1971 (<i>The Age of Majority and Accountability Act, 1971</i>), étant le chapitre 98 et la Loi modifiée de l'entretien des épouses et des enfants abandonnés, 1973 (<i>The Deserted Wives' and Children's Maintenance Amended Act, 1973</i>), étant le chapitre 133 sont abrogés.</p> | <p>S.R.O. 1970 c. 128 1971, c. 98, a. 18(1); 1973, c. 133 abrogés</p> |
| <p>77. L'article 9 de la Loi sur les normes d'emploi, 1974 (<i>The Employment Standards Act, 1974</i>), étant le chapitre 112, est abrogé et ce qui suit le remplace.</p> | <p>1974, c. 122 a. 9 remis en vigueur</p> |
| <p>(9) Aucun employeur ne devra congédier ou suspendre un employé à cause de procédures de saisie-arrêt effectuées ou pouvant être faites contre l'employé ou qu'une ordonnance de saisie en vertu de l'article 30 de la Loi portant réforme sur le droit de la famille, 1978 a été ou peut être faite contre l'employé.</p> | <p>Saisie-arrêt ou nantissement de salaires</p> |
| <p>78. Les articles 1, 2, 3 et 4 de la Loi portant réforme sur le droit de la famille, 1975 (<i>The Family Law Reform Act, 1975</i>), étant le chapitre 41, sont abrogés.</p> | <p>1975, c. 41, a. 1-4 abrogés</p> |
| <p>79. La Loi sur les accidents fatals (<i>The Fatal Accidents Act</i>), étant le chapitre 164 des Statuts révisés de l'Ontario, 1970, la Loi modifiée sur les accidents fatals, 1973 (<i>The Fatal Accidents Amendment Act, 1973</i>), étant le chapitre 16 et la Loi modifiée sur les accidents fatals, 1975 (<i>The Fatal Accidents Amendment Act, 1975</i>), étant le chapitre 38 sont abrogés.</p> | <p>S.R.O. 1970, c. 164; 1973, c. 16; 1975, c. 38 abrogés</p> |
| <p>80.—(1) La Loi sur les enfants (<i>The Infants Act</i>), étant le chapitre 222 des Statuts révisés de l'Ontario, 1970 est modifiée en rayant,</p> | <p>S.R.O. 1970, c. 222 modifié</p> |
| <p>(a) le paragraphe 4, le paragraphe 4a, comme décrétés par les Statuts de l'Ontario, 1971, chapitre 98, article 18 et paragraphe 5 de l'article 1,</p> | |
| <p>(b) le paragraphe 2 de l'article 2;</p> | |
| <p>(c) les articles 10, 13 et 14; et</p> | |
| <p>(d) l'article 15, comme remis en vigueur par les Statuts de</p> | |

1971, c. 98,
a. 18(3)
Avenant,
alinéa 14,
sous-alinéa i
abrogé

(2) La Loi sur l'âge de la majorité et la responsabilité, 1971 (*The Age of Majority and Accountability Act, 1971*), étant le chapitre 98 est modifiée en rayant,

(a) l'article 16;

(b) le paragraphe 3 de l'article 18; et

(c) le sous-alinéa i de l'alinéa 14 de l'avenant.

S.R.O. 1970,
c. 228, a. 81
abrogé.

81.—(1) Sous réserve du paragraphe 2, l'article 81 de la Loi sur l'organisation judiciaire (*The Judicature Act*), étant le chapitre 228 des Statuts révisés de l'Ontario, 1970 est abrogé.

Continuation
des
jugements
existants

(2) La disposition abrogée par le paragraphe 1 reste en vigueur relativement au jugement pour pension alimentaire dans une action entamée avant l'entrée en vigueur du présent article.

a.118 (3)
modifié

(3) Le paragraphe 3 de l'article 118 de ladite loi, comme modifié par les Statuts de l'Ontario, 1975, chapitre 30, article 7 est modifié de nouveau en rayant «alimony or for the maintenance or custody of children is joined with» dans la modification de 1975 et en insérant à sa place «other relief is joined in».

S.R.O. 1970,
c. 262, a. 1,12
abrogés

82. Les articles 1 et 12 de la Loi sur la propriété des femmes mariées (*The Married Women's Property Act*), étant le chapitre 262 des Statuts révisés de l'Ontario, 1970, sont abrogés.

S.R.O. 1970,
c. 265, a. 1-5,
6(6), 8;
1971, c. 98
a. 18(4)
abrogé

83. Les articles 1, 2, 3, 4 et 5, paragraphe 6 de l'article 6 et de l'article 8 de la Loi sur les causes matrimoniales (*The Matrimonial Causes Act*), étant le chapitre 265 des Statuts révisés de l'Ontario, 1970 et paragraphe 4 de l'article 18 de la Loi sur l'âge de la majorité et la responsabilité, 1971 (*The Age of Majority and Accountability Act, 1971*), étant le chapitre 98, sont abrogés.

S.R.O. 1970
c. 336,
abrogée

84. La Loi sur l'entretien des parents (*The Parents' Maintenance Act*), étant le chapitre 336 des Statuts révisés de l'Ontario, 1970 est abrogée.

S.R.O. 1970
c. 342
a. 24
modifié

85. L'article 24 de la Loi sur les pensions de retraite (*The Pension Benefits Act*), étant le chapitre 342 des Statuts révisés de l'Ontario, 1970 est modifié en y ajoutant le paragraphe suivant:

Application
du paragraphe 1

(2) Le paragraphe 1 ne s'applique pas à l'exécution, la saisie-arrest ou le nantissement d'argent payable en vertu d'un régime de pension en vue de satisfaire une ordonnance pour le soutien en vertu de la Loi portant réforme sur le droit de la famille, 1978.

1978, c. . . .

86.—(1) Sous réserve du paragraphe 2, l'article 25 de la Loi sur les cours provinciales (*The Provincial Courts Act*), étant le chapitre 369 des Statuts révisés de l'Ontario, 1970 est abrogé.

S.R.O. 1970
c. 369, a. 25
abrogé

(2) Chaque ordonnance ou jugement déposé en vertu de l'article 25 de la Loi sur les cours provinciales (*The Provincial Courts Act*) avant l'entrée en vigueur du paragraphe 1 sera réputé avoir été déposé en vertu de l'article 27 de la présente Loi avec la requête mentionnée dans les présentes.

Transition
pour les
ordonnances
existantes
S.R.O. 1970,
c. 369

87.—(1) La Loi sur l'exécution réciproque des ordonnances de soutien (*The Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders Act*), étant le chapitre 403 des Statuts révisés de l'Ontario, 1970 est modifiée en rayant «summons» dans chaque cas où le mot apparaît et en insérant à sa place «notice of application».

S.R.O. 1970
c. 403
modifiée

(2) Le paragraphe 3 de l'article 2 de ladite loi est modifié en rayant «The Deserted Wives' and Children's Maintenance Act» et en insérant à sa place «la Partie II de la Loi portant réforme sur le droit de la famille, 1978».

Idem
a. 3(2)
modifié

88. L'article 4 du Statut des fraudes (*The Statute of Frauds*), étant le chapitre 444 des Statuts révisés de l'Ontario, 1970 est modifié en rayant «any agreement made upon consideration of marriage, or upon» dans les cinquième et sixième lignes.

S.R.O. 1970
c. 444, a. 4,
modifié

89. Les articles 69, 73, 74, 76, 79, 80, 82, 83 et 84 s'appliquent dans tous les cas lorsqu'ils entrent en vigueur sauf dans les cas où une action ou procédure a été entamée en vertu de la disposition abolie, abrogée ou modifiée avant la présente date.

Application des
articles 69, 73,
74, 76, 79, 80,
82, 83 et 84

GÉNÉRALITÉS

90. Le Lieutenant-gouverneur en Conseil peut effectuer des règlements relatifs à toute question requise d'être soulevée ou prévue comme stipulé par les règlements.

Règlements

91. La présente loi entre en vigueur le 31^{ème} jour de mars 1978.

Entrée en
vigueur

92. Le titre abrégé de la présente loi est *la Loi portant réforme sur le droit de la famille, 1978*.

Titre
abrégé



3 1761 11469435 9